

Semaine Doctorale Intensive

Intensive Doctoral Week

Organisation de la semaine

Chaque demi-journée voit se dérouler plusieurs ateliers de 1h30 en parallèle. Chaque participant (doctorant comme professeur) est invité à participer à l'un des ateliers. Certains ateliers fonctionnent par deux, trois ou quatre : ils sont alors suivis d'un chiffre.

Les ateliers se déroulent généralement dans la langue employée dans leur descriptif (français, anglais ou bilingue).

Chaque atelier fait l'objet d'une page dédiée sur le site Internet de la SDI : n'hésitez pas à y aller pour retrouver une version plus approfondie de la description et les documents à lire en avance : <http://blogs.sciences-po.fr/intensive-doctoral-week/>

Nous vous souhaitons d'ores et déjà une excellente semaine doctorale!

Organization for the week

Several events will take place in parallel throughout the day. They last 1h30 but several workshops can also be linked to others. In this case, they will be followed by a number. Each participant (PhD students and Professors) is invited to attend one of the parallel sessions.

The events are usually held in the language used to describe them in the program (English, French, bilingual).

Each event has a specific page on the IDW website, with a more detailed description and some texts to read in order to prepare the participation to the panel: please go check the website! <http://blogs.sciences-po.fr/intensive-doctoral-week/>

We wish you an enjoyable IDW!!

Evènements parallèles

D'autres évènements ont lieu à Sciences Po pendant la semaine:

- Un atelier conjoint entre l'Université de Tel Aviv et Sciences Po "What is Left of Sovereignty?" les mardi 16 et mercredi 17.
- Law and Boundaries, les mercredi 17 et jeudi 18.
- Une célébration en l'honneur de Duncan Kennedy le vendredi 19.

Vous êtes cordialement invités à participer à tous ces évènements. Les programmes des manifestations sont accessibles par le site de la SDI.

Parallel events

Other events will take place at Sciences Po during the week :

- "What is Left of Sovereignty?", Tel Aviv University/ Sciences Po Workshop (Tuesday 16.06.15 and Wednesday 17.06.15)
- Law and Boundaries (Wednesday 17.06.15 and Thursday 18.06.15)
- Duncan Kennedy à l'honneur (Friday 19.06.15)

You are very welcome to join any of these events. The programs are available through the IDW website.

Lundi / Monday

15 juin / June

	Cafet	Jean Moulin	Erignac	J211	J208	J205	J201	S07	S08	S10	S11
8h30 / 9h	Accueil										
9h / 10h30		Séance de bienvenue									
10h30 / 11h	Pause café										
11h / 12h30		Droit privé de l'eau	Empirical comparative law	Food Law, Food Fraud & Food Politics	Choisir sa méthode		Teaching e-law / enseigner le droit en ligne				
12h30 / 13h30	Déjeuner										
13h30 / 15h		Statut juridique de l'animal	Comparative law, / Droit comparé	The Sex Bureaucracy	Law and Economics 1	TAFTA – Simulation 1		La thèse sans effort			
15h / 15h30	Pause café										
15h30 / 17h		La propriété souveraine n'existe pas		Déontologie des juristes	Law and Economics 2	TAFTA – Simulation 2	Les cliniques juridiques	Effective Metaphors, Stories and Images in Legal Scholarship			
17h / 19h		PROFS : Réunion					WWA1	WWB1	WWD1	WWE1	
19h / 20h	Cocktail										
20h / 21h		PROFS : Dîner									

Lundi / Monday
15 juin / June

8:30 : Accueil au 13, rue de l'Université – Paris 7^{ème} (Cafétéria)

9:00 – 10:30 : Séance de bienvenue / Welcoming Session (Amphi Jean Moulin)

10:30 – 11:00 : Café d'accueil / Welcoming Coffee (Cafétéria)

Matinée – Morning session (11:00 – 12:30)

L'assèchement du droit privé de l'eau

Organisateurs : Gilles Martin

Amphi Erignac

Ancien : Marie Guimezanes / Contact : m.guimezanes@gmail.com

Il suffit de rapprocher l'article L.210-1 du code de l'environnement et les articles 640 et suivants du code civil pour mesurer combien le droit privé de l'eau, inchangé depuis 1898, a résisté aux préoccupations environnementales et, plus largement, aux préoccupations collectives. L'objet de l'atelier est de constater cet état de fait et de s'interroger sur les raisons qui permettent la coexistence, au sein d'un même système juridique, de conceptions aussi divergentes. Il est aussi de se demander si le droit privé de l'eau ne risque pas de s'assécher en demeurant tel qu'il est, tandis que des régimes juridiques de plus en plus complexes l'ignorent et essaient de traduire la valeur collective de ce bien. Un détour par le droit comparé (et spécialement le droit québécois) permettra d'enrichir la réflexion.

Empirical comparative law

Organisateurs : Holger Spemann / Dina Waked

Salle / Room J 211

Ancien : Marie Guimezanes / Contact : m.guimezanes@gmail.com

This workshop will reflect on the potential of comparative law to shed light on questions that transcend particular rules and their mechanical interplay. The most important example are causal questions -- what effect does a certain law have, or what caused it. General characteristics of legal systems (macro comparison) or legal fields are another case in point. Traditional methods are ill-equipped to deal with such questions. Explicitly empirical methods borrowed from the social sciences may do better, but have their own limitations. Depending on participants' interest, the workshop can focus either on empirical technique or on broader questions of the possibilities of comparison.

Recommended readings :

Holger Spemann, « Empirical Comparative Law », Annual Review of Law and Social Science, Vol. 11, 2015, Forthcoming

Holger Spemann, « Large Sample, Quantitative Research Designs for Comparative Law? », American Journal of Comparative Law, Vol. 57, No. 4, pp. 797-810, Fall 2009

Dina I. Waked, « Antitrust Enforcement in Developing Countries: Reasons for Enforcement & Non-Enforcement Using Resource-Based Evidence », 5th Annual Conference on Empirical Legal Studies Paper

Food law, Food Fraud and Food Politics

Salle / Room J 208

Organisateurs : Jacob Gersen

Ancien : Gabriella Mihaela Ivan-Cucu / Contact : llxgi2@nottingham.ac.uk

What is the relations between the legal regulation of food and citizens' beliefs about what good food is and should be? A mix of public and private law drives what food is produced, sold, and consumed. The idea of food as a legal object is not new, but recent legal innovations are making consumer beliefs a central determinant of legality. For example, in a case involving two producers of pomegranate blueberry juice, the U.S. Supreme Court recently held that competitors may sue food companies for labels that are misleading to consumers. This in turn means that social science research on consumer beliefs will increasingly drive the outcome of litigation. Is this normatively desirable or even empirically possible? This session will focus on the historical evolution of the concept of food fraud, explore current controversies, and discuss various ways of conceiving and measuring consumer confusion, and addressing the problem of food fraud.

Choisir sa méthode. Interdisciplinarité et transdisciplinarité de la recherche juridique

Salle / Room J 205

Organisateurs : Florent Tap et Faustine Jacomino

Ancien : Guillaume Landais / Contact : Guillaume.Landais@EUI.eu

Certains sujets de recherche confrontent le doctorant à d'autres champs disciplinaires, tels que l'économie, la sociologie, la philosophie, l'éthique. Cet atelier propose d'interroger les limites de l'expertise juridique et d'identifier les méthodes et les approches susceptibles de venir en aide au chercheur qui s'y heurte. L'institutionnalisation de certaines formes d'interdisciplinarité (Law & Economics ou Critical legal studies) soulève la question de la méthode employée. L'analyse juridique propose-t-elle une véritable méthodologie, semblable à celles que les sciences sociales tentent d'élaborer ? Quelle autonomie disciplinaire le champ juridique peut-il revendiquer ? Les participants sont invités à faire part de leurs propres expériences concernant les formes d'extériorités épistémiques qu'ils ont pu rencontrer, ainsi que les stratégies qu'ils ont choisies pour surmonter les "difficultés" que celles-ci représentent, grâce à quoi elles peuvent apparaître comme des ouvertures fécondes.

Lecture recommandée : Roger Frydman, « Existe-t-il une division du travail entre les disciplines des sciences sociales ? », Cahiers d'économie Politique / Papers in Political Economy 2004/1 (n° 46), pp. 13-44.

Teaching e-Law / Enseigner le droit en ligne

Salle / Room S 07

Organisateurs : Sarah Markiewicz

Ancien : Gregory Cauvin / Contact : gregory-cauvin@orange.fr

Le but est d'aborder le thème de l'enseignement du droit en ligne. Il s'agira de voir les difficultés rencontrées par l'enseignement en ligne du droit et les moyens techniques ou formats de cours en ligne pouvant répondre à ce besoin.

Les formats suivants seront étudiés : MOOC (vidéos filmées en différé avec un support Powerpoint à l'appui), plateforme UNJF (mode est asynchrone et calqué sur le schéma de l'ancien Devoir Maison dont le sujet est communiqué et à rendre au professeur sous un certain délai), formation FOAD de type synchrone (vidéos filmées en direct d'un cours où les étudiants interagissent avec l'enseignant via un tchat en direct) et les plateformes FOAD "maison" des universités (comme la plateforme AMeTICE de l'Université d'Aix-Marseille où le fonctionnement du DM à rendre est repris et auquel s'ajoute une communication asynchrone de type forum de discussion).

Déjeuner - Lunch Time (12 :30 - 13:30) : Cafétéria

Le statut juridique de l'animal

Amphi Erignac

Organisateurs : Gilles Martin

Ancien : Marie Guimezanes / Contact : m.guimezanes@gmail.com

Derrière les débats récents sur le statut juridique de l'animal, des questions naissent sur l'une des distinctions majeures de notre droit, celle qui oppose les personnes et les choses. Au-delà de l'analyse du texte finalement voté (l'article 515-14 du code civil), de la proposition de loi qui a tenté de le dépasser et de textes étrangers (notamment l'article 258a de l'ABGB – code autrichien), l'atelier devrait conduire à réfléchir sur le statut des « centres d'intérêts » ou, dit autrement, des « entre-deux » qui s'accommodent mal de cette distinction.

Comparative law, methodology and language / Droit comparé, méthodologie et langue

Salle / Room J 211

Organisateurs : Alexandre Guigue / Ruth Sefton-Green

Ancien : Vincent Souty / Contact : vincent.souty@yahoo.fr

Comparative law involves many varied methodological difficulties, some common to legal research and some more specific, particularly those relating to linguistic and translation issues. This workshop aims to focus on some of the more specific obstacles, asking participants to submit at least 2 words /concepts to the discussion group which have become problematic during their research. Some words and concepts may be difficult to translate at first glance, or even appear to be "intraduisible"; others may become so after more prolonged enquiries and research. How do we know when words are truly sensitive and difficult in another language? Is there a technique for determining whether words have a hidden or layered meaning? How do we explain our coded or tricky words when doing comparative law? How do we use translations? Do we translate for the purpose of a research? How many words do we keep in the original language and why? If you are working not just bilingually but multilingually, do your linguistic difficulties multiply?

These are some of the questions we aim to address, as well as discovering your comparative law words and concepts that keep you awake at night. We will also be happy to discuss associated (other?) methodological comparative law issues with you.

Le droit comparé s'accompagne d'une multitude de difficultés méthodologiques, certaines propres à la recherche juridique en général, d'autres plus spécifiques, notamment celles qui portent sur la langue et la traduction. Ce workshop entend se concentrer sur les obstacles plus spécifiques et requiert de chaque participant qu'il soumette au groupe un minimum de 2 mots / concepts qui sont devenus problématiques dans le cadre de leur recherche. Certains mots ou concepts peuvent à première vue paraître difficiles à traduire, voire même intraduisibles ; d'autres peuvent le devenir à l'épreuve d'une recherche et d'un questionnement plus poussés. Comment savoir lorsqu'un mot pose problème et est délicat dans une autre langue ? Existe-t-il des moyens pour déterminer si un mot a un sens caché ou différents niveaux de sens ? Comment expliquer ces mots « codés » ou difficiles en faisant du droit comparé ? Comment utiliser des traductions ? Traduit-on soi-même pour les besoins de sa recherche ? Faut-il laisser des mots dans la langue d'origine et pourquoi ? Dans le cadre d'un travail de recherche multilingue et pas seulement bilingue, les difficultés linguistiques sont-elles démultipliées ?

Voici certaines des questions que nous souhaiterions aborder lors de ce workshop qui nous permettra de découvrir certains des mots et concepts qui vous empêchent de dormir la nuit. En fonction des débats, nous pourrions aussi aborder des questions méthodologiques de droit comparé connexes (ou autres).

The Sex Bureaucracy

Salle / Room J 208

Organisateurs : Jeannie Suk / Jacob Gersen

Ancien : Gabriella Mihaela Ivan-Cucu / Contact : llxgi2@nottingham.ac.uk

There has been a slow, building, and by now very substantial shift in the way policy regarding sex is made and administered in the United States. As sex has been increasingly

decriminalized in the past decades, it has increasingly become the subject of administrative regulation. Although the progression has been lurching, there is today an elaborate bureaucratic structure in the federal government, in state government, and increasingly in educational institutions and private firms dedicated to regulating sex. This regulatory turn is related to evolving ideas about discrimination, violence, and the relationship between government and non-government actors in the implementation of federal policies. We are observing a burgeoning of new policies outside the government but within bureaucracies mandated by the government, that are increasingly untethered from the federal laws that supposedly required the creation of these bureaucratic forms to begin with. One might label all of this *bureaucratic sex creep*—the steady expansion of bureaucratic authority over sexual matters, through the implementation of Congressional laws about other matters, namely discrimination and violence. Our goal in this session is to theorize this change, exploring the implications of the *bureaucratic* turn in the regulation of sex, for law and for society.

Law & Economics: Theory, Method And Critique 1

Salle / Room J 205

Organisateurs : Dina Waked

Ancien : Alexis Downe / Contact : alexis.downe@gmail.com

This workshop provides a brief introduction to the school of thought “law and economics”. The aim of the workshop is to explore its positive and normative assumptions, perspectives and methodologies. We will also discuss various critiques levied against its main tenets. Exploring the writings of some of the main advocates for and against this school of thought, starting with the institutional economists then turning to Coase, Posner, and Kennedy amongst others. The aim is to depict a complete picture where the assessment of the application, principles and ideologies of this movement can be critically investigated. This workshop will focus on some of L&E’s fundamental theorems, particularly the Coase Theorem and other pillar economic concepts heavily utilized by this school. We will then focus on its normative aspects dealing with evaluating and prescribing legal norms using the standard of economic efficiency. Here we will investigate the notion of efficiency as the normative guiding principle of any law and economics approach. We will explore critiques to this normative take and discuss various alternative approaches. These will rely on notions of equity, distribution, social justice and some aspects of behavioral economics. Having introduced the normative law and economics branch from a critical perspective, we will then briefly move to investigate how the movement has influenced some recent works of fellow doctoral students.

The following are selective articles that deal with the different topics that we will address during the workshop. You can skim through the papers that interest you.

I. Introduction to Law and Economics

- ▶ A. Mitchell Polinsky, AN INTRODUCTION TO LAW AND ECONOMICS (3rd ed., 2003), Chapter 1, Introduction pp.1 – 6
- ▶ Steven Shavell, FOUNDATIONS OF ECONOMIC ANALYSIS OF LAW (1st ed., 2004), Chapter 1. Introduction pp.1 - 7
- ▶ Herbert J. Hovenkamp, Law and Economics in the United States: a brief historical survey, 19, CAMBRIDGE J. ECON., 331 (1995) pp. 331 - 348.

II. The Coase Theorem

- ▶ Ronald Coase, The Problem of Social Cost, 3 J. L. & ECON. 1 (1960) pp. 1 - 8 and pp. 16 – 19 and pp. 28 - 45
- ▶ A. Mitchell Polinsky, AN INTRODUCTION TO LAW AND ECONOMICS, Chapter 3, The Coase Theorem pp. 13 – 16

III. Efficiency Debate

- ▶ Richard Posner, Utilitarianism, Economics and Legal Theory, 8 J. LEGAL STUD. 103 (1979). Try to skim through the whole article, it will be the basis of this week's discussion pp. 103 - 136
- ▶ Ronald Dworkin, Is Wealth a Value?, 9 J. LEGAL STUD. 191 (1980) pp. 191 - 201
- ▶ A. Mitchell Polinsky, AN INTRODUCTION TO LAW AND ECONOMICS, Chapter 2, Efficiency and Equity pp. 7 - 11

IV. Efficiency Critique

- ▶ Duncan Kennedy, Cost-Benefit Analysis of Entitlement Problems: A Critique, 33 STAN. L. REV. 387 (1981) pp. 387 – 445. V. Equity and Distribution
- ▶ Louis Kaplow & Steven Shavell, Why the Legal System is Less Efficient than Income Tax in Redistributing Income 23 J. LEGAL STUD. 667 (1994) pp. 667 - 677
- ▶ Steven Shavell, FOUNDATIONS OF ECONOMIC ANALYSIS OF LAW, Chapter 28, pp. 647 - 660
- ▶ Duncan Kennedy, Distributive and Paternalist motives in Contract and Tort Law, with Special Reference to Compulsory Terms and Unequal Bargaining Power, 41 MARYLAND L. REV. 563 (1982) pp. 604-614

► Duncan Kennedy, The Stakes of Law , or Hale and Foucault!, *LEGAL STUDIES FORUM*, Volume XV, Number 4 (1991) pp. 327 - 351.

VI. Behavioral Economics and Social Critiques

► Christine Jolls, Cass Sunstein and Richard Thaler, A Behavioral Approach to Law and Economics, 50 STAN. L. REV. 1471 (1998) - please read pp. 1473 - 1489

► Richard Posner, Rational Choice, Behavioral Economics, and the Law, 50 STAN. L. REV. 1551 (1998) please read pp. 1551 - 1561 and p. 1575

► Mark Kelman, Behavioral Economics as Part of a Rhetorical Duet: A Response to Jolls, Sunstein and Thaler, 50 STAN. L. REV. 1577 (1998), please read pp. 1577 - 1591

TAFTA: simulation de négociation 1

Salle / Room J 201

Organisateurs : Mariem Chaabene

Ancien : Gregory Cauvin / Contact : gregory-cauvin@orange.fr

« Quelque chose doit remplacer les gouvernements et le pouvoir privé me semble l'entité adéquate pour le faire. ». La mise en place du TAFTA pourrait confirmer cette citation de David Rockfeller. Négocié depuis le mois de juillet 2013, TAFTA, l'accord commercial trans-atlantique ou *Trans-Atlantic Free Trade Agreement* (aussi connu sous le nom de TTIP, *Transatlantic Trade and Investment Partnership* ou Partenariat Transatlantique de Commerce et d'Investissement) est un projet d'accord commercial entre l'Union européenne et les États-Unis. Afin de mettre en place ce traité, vingt groupes de travail ont été constitués. Ils négocient l'harmonisation des lois européennes et américaines en vue de promouvoir l'investissement international. Le point qui concentre la majorité des critiques formulées par les opposants au TAFTA concerne le mécanisme de règlement des différends des entreprises (ISDS, ou investor-state dispute settlement).

Nous allons essayer de négocier la clause ISDS formulée dans les articles 22 et 23 (documents annexes) à la lumière des questions suivantes :

Pourquoi l'ISDS suscite autant de débats ?

L'ISDS-RDIE constitue-t-il une atteinte à la démocratie ? Le risque de conflits d'intérêt suscité par la justice publique sera-t-il minimisé par la mise en place d'une procédure d'arbitrage international dans l'espace transatlantique ? L'adoption du CETA (traité USA/ Canada) implique-t-elle une réponse positive à l'adoption du ISDS ? L'ISDS-RDIE est –il la réponse adéquate aux conflits d'intérêts entre les États et les investisseurs ?

Lecture recommandée :

- Jean Gadrey, « Grand marché transatlantique : attention danger ! », *Revue Projet* 2014/3 (N° 340), p. 80-88.
- European Commission, Specific Privacy Statement, "Public consultation on Modalities for Investment protection and ISDS in TTIP"
- European Commission, Report, "Online public consultation on investment protection and investor-to-state dispute settlement (ISDS) in the Transatlantic Trade and Investment Partnership Agreement (TTIP)"

La thèse sans effort

Salle / Room S 08

Organisateurs : Eric Millard / Eleonora Bottini

Ancien : Mélissa Paulet / Contact : melissa.paulet@gmail.com

Qu'est-ce qu'un doctorant si ce n'est qu'un auteur oulipien, c'est-à-dire « un rat qui construit lui-même le labyrinthe dont il se propose de sortir » ?

S'il est important que les professeurs conseillent les doctorants tant sur le fond que sur la forme durant l'avancée de la thèse, le doctorant prend rapidement conscience que la clé est en réalité en lui (et dans ses archives). Cependant, avant d'arriver au bout de l'aventure et de réaliser, à l'instar de Perceval que finalement le Graal, c'est peut-être un bocal à anchois, il est primordial pour le doctorant d'avoir confiance en lui et en son travail, de partager ses expériences, de réaliser que les difficultés rencontrées sont généralement communes à tous. Tel est l'objet de cet atelier.

Celui-ci commencera certes par quelques minutes « classiques » de présentation. Mais le cœur de cet atelier réside dans la discussion qui suivra, une discussion qui se veut libre et libératrice.

Pause Café / Coffee Break (15 :00 - 15 :30)

Après-midi / Afternoon session (15:30 - 17:00)

La propriété souveraine n'existe pas, analyse d'une mythologie doctrinale

Amphi Erignac

Organisateurs : Jean-Pascal Chazal / Gilles Martin

Ancien : Marie Guimezanes / Contact : m.guimezanes@gmail.com

La figure du propriétaire-souverain sur sa chose sert de paradigme à la doctrine française du droit des biens depuis le milieu du XIX^e siècle, et ce malgré les nombreuses dispositions du droit positif qui en contredisent la contredisent et la malmènent. D'où vient ce paradigme ? L'hypothèse est qu'il ne vient pas des juristes mais des économistes. Comment la persistance de ce paradigme chez la grande majorité des auteurs est-elle possible ? L'hypothèse est que le discours doctrinal ne relève pas de la science mais de la mythologie, au sens ou l'entend Paul Feyeraband dans La connaissance sans fondement. En effet, il porte un récit qui est structuré par des dogmes et dont les auteurs se refusent à purger les erreurs et ou à expliquer les anomalies.

Ces réflexions seront illustrées par les résistances rencontrées à propos de la création d'une servitude contractuelle environnementale dans le cadre du projet de loi biodiversité, actuellement en discussion.

Lectures recommandées :

Jean-Pascal Chazal, « La propriété : dogme ou instrument politique ? Ou comment la doctrine s'interdit de penser le réel », RTD Civ. 2014 p. 763

William Dross, « Que l'article 544 du code civil nous dit-il de la propriété ? », RTD Civ. 2015 p. 27

La déontologie des juristes, hérésie ou nécessité ?

Salle / Room J 208

Organisateurs : Joël Morêt-Bailly

Ancien : Jacques Dupouey / Contact : jacquesdupouey@orange.fr

L'idée est celle d'un atelier le plus léger possible pour les uns et pour les autres en termes de travail, c'est-à-dire proche de zéro ! Alors, dans la mesure où j'ai tenté de travailler un peu la question, je vous propose le débat le plus libre possible autour de, cumulativement où alternativement : qu'est-ce que c'est que ça ? Quelle curieuse idée ? Mais, ça n'existe pas ! Tout ceci est ridicule eu égard à l'histoire et à l'anthropologie ! C'est génial, mais 20 ans trop tôt ! Banalité affligeante, il existe déjà un enseignement là-dessus à McGill !

Law & Economics: Theory, Method And Critique 2

Salle / Room J 205

Organisateurs : Dina Waked

Ancien : Alexis Downe / Contact : alexis.downe@gmail.com

This workshop is the continuity of "Law & Economics: Theory, Method And Critique 1".

TAFTA: simulation de négociation 2

Organisateurs : Mariem Chaabene

Salle / Room J 201

Ancien : Gregory Cauvin / Contact : gregory-cauvin@orange.fr

Cet atelier est la continuité de l'atelier « TAFTA: simulation de négociation 1 ».

Les cliniques juridiques : de nouvelles perspectives pour l'enseignement, la recherche et l'épistémologie en droit ?

Salle / Room S 07

Organisateur : Jeremy Perelman / Eric Millard

Ancien : Caroline Devaux / Contact : caroline.devaux@sciencespo.fr

A l'heure où le droit est en mouvement et où son enseignement évolue, le *learning by doing* proposé par le mouvement émergent des cliniques juridiques se pose en innovation et en enjeu majeur de la formation des juristes. Cet atelier s'articulera autour d'une discussion interactive, basée sur l'expérience des cliniques juridiques EUCLID (Paris X) et de l'Ecole de Droit de Sciences Po, qui portera notamment sur les pistes de réflexions suivantes: (1) les cliniques juridiques, innovatrices en termes pédagogiques mais restreintes dans leur champ d'application, peuvent-elle ouvrir, au-delà de ce champ, un/des espace(s) d'expérimentation nouveaux pour l'enseignement universitaire du droit ? (2) L'enseignement clinique, souvent décrit comme celui du « droit en action », permet-il de penser le droit autrement ? (3) Quelles sont les frontières épistémologiques et méthodologique des formes nouvelles de recherche en droit qui pourraient être issues de cette autre manière d'enseigner et de penser le droit?

L'atelier sera bilingue.

Not Just the Introduction: Effective Metaphors, Stories and Images in Legal Scholarship

Salle / Room S 08

Organisateurs : Shauna Van Praagh

Ancien : Mélissa Paulet / Contact : melissa.paulet@gmail.com

We are all familiar with introductions to papers or books that draw readers in with a picture or narrative. But the use of metaphor or storytelling risks being superficial and not particularly compelling, especially if relegated to the role of initial captivation of an audience. *In this workshop, participants will experiment with using creativity and innovation in their scholarly writing. At any site at which legal scholars identify, examine and critique law, there are encounters and consequences that can be captured through the substance of stories, the inspiration of images or the method of metaphor.* Aimed at students, researchers and scholars who are interested in gaining confidence in bringing creativity and originality to their writing (in addition to their ideas and arguments), the workshop will provide a space for dynamic conversation, group work and concrete writing practice.

Good writers, whether of fiction or academic legal scholarship, need a notebook at all times: to observe, to imagine, to turn what we learn and see and hear into things we can use in our thinking, teaching, and writing. Examples of metaphors, images and stories to be shared from the workshop leader's own legal scholarship include:

- The tango
- Harry Potter
- The sidewalk
- Designer jewelry
- An adventure playground
- Dancing the horah

In *The Truth About Stories: A Native Narrative*, Cherokee-Greek-Canadian Professor of English, Thomas King, asserts that “[t]he truth about stories is that that’s all we are.” Stories are repeated many times, he tells us, and each time they change – sometimes through the voice of the storyteller, sometimes through the response of the listeners, sometimes through the order of the pieces that make up the story.

The unchanging core of the story that runs through King’s lecture-essays is the fact that the earth floats in space on the back of a turtle. Someone inevitably asks, “What’s below the turtle?” Another turtle, replies the storyteller, and another turtle, and another turtle... turtles all the way down. What are the foundational stories that we as jurists can tell, stories that make up who and what we are? We too think about the support structures for our world.

This workshop will encourage all of us to use our imaginations to shape, create, capture and share stories in, of and about law.

Ateliers d'écriture / Writing Workshops (17:00 - 19:00)

Informations	Responsable	Participant	Titre du papier
WW A Salle / Room: S 07 Langue / Language: français	Licia Bosco (liciajur@gmail.com)	Raobelina Fanjamalala	Réforme du droit française des contrats : Concurrence ou hiérarchie entre la résolution judiciaire et la résolution unilatérale en droit commun des contrats ?
		Jacomo Faustine	La prise en compte des déséquilibres contractuels dans le projet d'ordonnance portant réforme du droit des contrats
WW B Salle / Room: S 08 Langue / Language: français	Olivia Gandzion (ndalla67@hotmail.com)	Gomes Guarano De Senna Naira	La reconnaissance de la prostitution par la loi: une étude comparative entre les mouvements organisés en france et au brésil
		Gutiérrez Ramírez Luis-Miguel	Droits fondamentaux et justice transitionnelle
WW D Salle / room: S 10 Langue / Language: English	Fabiana Bettini (fabiana.bettini@gmail.com)	Kafri Yael	Shifting perspectives about educational policy ambiguity: how does it affect our legal understanding?
		Mercescu Alexandra	Numerical Comparative Law?
WW E Salle / Room S11 Language: English	Maud Michaut (maudmichaut@gmail.com)	Lima Sakr Rafael	Rethinking Development in WTO: a Law and Development Framework for South-North Regional Trade Regimes
		Jubran Ballan Suha	How Institutions Matter: on the Judicial Reasoning of Investment Treaty Arbitration Awards

19:00 : Cocktail (Cafétéria)

Mardi / Tuesday

16 juin / June

	Cafet	J211	J208	J210	J201	J205	S07	S08	S09	S10	S11
9h / 10h30		Trouver sa voix 1			An open discussion on open access	Identity within the doctoral experience	Écrire la thèse 1 - Barthes	Economic and comparative analysis of appeal			
10h30 / 11h	Pause café										
11h / 12h30		Trouver sa voix 2	Le moi et le ça : les juristes sur le divan	Urbanism		Féminisme et Enseignement Supérieur	Écrire la thèse 2 - Méthode				
12h30 / 13h30	Déjeuner										
13h30 / 15h		Le CNU sans peine	Researching Religion and Law in Comparative Contexts	From retribution to justice	L'État unitaire à la française en débat	République, diversité, minorités visibles et enseignement du droit		La fragilité de l'architecture du système financier des actifs intellectuels			
15h / 15h30	Pause café										
15h30 / 17h		Law and Marxism	Futurist methodologies in law	What is Left of Sovereignty? Tel Aviv University / Sciences Po Workshop	Penser les méthodes d'analyse du droit		How to teach HR ?	La soutenance			
17h / 19h							WW A2	WW B2	WW C1	WW D2	WW E2
19h / 20h											
20h / 21h											

Mardi / Tuesday
16 juin / June

Matinée – Morning session (09:00 – 10:30)

Trouver sa voix (*Alternatives, critiques et démarquages à l'Université*) 1

Salle / Room J 211

Organisateurs : Vincent Forray / Sébastien Pimont / Mark Antaki

Ancien : Amélie André / Contact : andre.amelie@sfr.fr

Conduire une recherche doctorale, entrer et demeurer à l'université ne signifie pas forcément se plier aux lois d'un jeu de l'imitation. Une position académique ne relève pas nécessairement d'une allégeance à un système préconstitué hors de nous. Contrairement à certaines idées reçues quant aux concessions qu'il faudrait faire, aux calculs qu'il faudrait effectuer ou aux compétitions qu'il faudrait remporter ; et à l'opposé d'une forme de désenchantement à laquelle nous succombons toutes et tous, parfois, l'université reste un lieu de créativité et de plaisir. Il en est ainsi quelle que soit la place que l'on y occupe ; que l'on y étudie ou que l'on y enseigne, qu'on y fasse les deux à la fois. Le système comporte des espaces pour les idées nouvelles et pour les profils les plus diversifiés. Davantage, la communauté académique n'a de justification qu'à la condition de donner à tous les projets du savoir une chance d'épanouissement. Nombreux sont les docteurs, doctorants, professeurs et maîtres de conférences qui travaillent chaque jour à cela, et qui sont prêts à aller plus loin. La Semaine doctorale intensive donne une occasion de réunir certaines et certains d'entre eux –peut-être aussi de former ce genre de vocation.

Nous voudrions proposer aux participants de la semaine doctorale une journée de réflexion et d'échanges sur ces questions sous la forme de quatre ateliers qui essaieront de couvrir les différentes dimensions de l'activité universitaire. Ces ateliers peuvent être suivis ensemble ou séparément

Premier atelier : *Que fait-on là ? – Vocations*

La question porte sur l'activité intellectuelle des juristes, le lieu de sa production et l'identité de celles et ceux qui s'y livrent. Il s'agit d'engager le plus largement possible les expériences théoriques, les perspectives critiques et les doctrines alternatives. Chacun est invité à exprimer une position –au travers de ses travaux de recherche ou d'une réflexion *ad hoc*- sur les possibilités d'une pensée nouvelle en droit.

An open discussion on open access

Salle / Room J 201

Organisateurs : Séverine Dusollier

Ancien : Gabriella Mihaela Ivan-Cucu / Contact : llxgi2@nottingham.ac.uk

In the last years, a new mandate and ethos has been developed in scientific research: all scientific publications need to be publicly accessible on the Internet. Universities ask their member to post their scientific articles on open access repositories and open access journals are flourishing in all fields of science. This workshop will exchange about practices of open access in legal research and discuss some issues related thereto through an open discussion amongst all participants. Which are the best open access repositories in law? What is the relationship between open access publications and scientific promotion and visibility? How to manage the time-consuming task of open access posting and maintaining? How to deal with publishers and retain one's copyright in the article? How is it possible to know the publishers' policies related to open access? What can universities impose to researchers in terms of open access? Is open access also beneficial for articles in other languages than English? What is the value and honesty of open access journals?

Locating, Developing and Asserting Identity within the Doctoral Experience

Salle / Room J 205

Organisateurs : Angela Campbell / Ruth Sefton-Green

Ancien : Mélissa Paulet / Contact : melissa.paulet@gmail.com

This workshop will probe at questions related to hierarchies, isolation, responsibility, confidence, implicit norms and conduct codes within the context of doctoral studies. We will broach these issues through more discrete questions and contexts that illuminate how identity matters to the doctoral experience. Notably, one's gender, sexual identity, age, family obligations, language, race and culture will have an effect on how one copes with, *inter alia*, the demands of doctoral studies, and the supervisory relationship. Talking about identity commonly triggers controversy and discomfort, and thus tends to be avoided. Our view, however, is that addressing head on how identity affects the doctoral experience is essential to doctoral candidates' happiness, confidence and success. Hence our workshop intends to address these matters directly. We anticipate that workshop participants will engage actively through exercises premised on case studies, role-play and simulation, as well as individual and collaborative writing exercises.

Ecrire la these 1: Barthes et la thèse

Salle / Room S 07

Organisateur : Emeric Nicolas / Cyril Sintez

Ancien : Mariachiara Mercorio / Contact : mariachiara.mercorio@gmail.com

L'atelier vise à agiter la question de l'introduction d'un plaisir d'écriture (et donc de lecture) dans la thèse de doctorat. Organisé autour de la problématique suivante : « la thèse peut-elle être un texte de plaisir ? », l'atelier vise à inviter les participants à réfléchir sur l'écriture du juriste-doctorant à partir de l'ethos d'écriture barthésien. On se demande, par exemple, dans quelle mesure de nouvelles formes d'écriture, disons plus « décontractées », de la thèse de doctorat sont-elles possibles. Une écriture en fragment ? Une écriture qui laisse affleurer l'ethos du chercheur, affirmant et assumant une pleine subjectivité, celle-là même qui guide le chercheur dans un cadre *méthodologico-épistémologique* qui ne serait plus celui d'un *juspositivisme* « inconscient », avec ses contraintes formelles qui fait de la thèse une étude experte, prétendument neutre, anonyme, une écriture dépossédée de soi, mais un constructivisme, une structure traversée par le sujet.

Economic and comparative analysis of appeal (the US, France, the UK)

Salle / Room S 08

Organisateur : Alex Atanassoff

Ancien : Alex Atanassoff / Contact : alex.atanassoff@gmail.com

Moot Defense

Pause Café / Coffee Break (Cafétéria, 10:30 – 11:00)

Trouver sa voix (*Alternatives, critiques et démarquages à l'Université*) 2

Salle / Room J 211

Organisateurs : Vincent Forray / Sébastien Pimont / Mark Antaki

Ancien : Amélie André / Contact : andre.amelie@sfr.fr

Suite de l'atelier Trouver sa voix (*Alternatives, critiques et démarquages à l'Université*) 1

Deuxième atelier : *On enseigne... on enceigne... - TD, CM, conférences de méthode*

Enseigner ou enceindre -c'est-à-dire mettre des limites ? L'atelier invite à une réflexion sur les modes et méthodes d'enseignement du droit en partant des travaux dirigés et en remontant vers les autres types de cours. Il s'agit, en particulier, de se demander si la distinction cours magistral / travaux dirigé est inéluctable, quelles sont les contraintes et les hiérarchies qui s'organisent en son sein, comment des méthodes nouvelles peuvent y éclore.

Le moi et le ça : les juristes sur le divan

Salle / Room J 208

Organisateur : Julie Saada

Ancien : Bastien Alidor / Contact : bastien.alidor@gmail.com

Avec la participation de Géraldine Aïdan (CNRS), Isabelle Alfandary (Sorbonne Nouvelle Paris III), Bruno Karsenti (EHESS), Michel Rosenfeld (Cardozo School of Law, Yeshiva University, New York)

Quel récit du droit, de ses origines et de Moïse législateur Freud a-t-il construit ? Si le droit est parsemé de références à la vie psychique tout en laissant le concept de psychisme dans une indétermination sémantique, quels en sont les effets dans les pratiques juridiques ? Comment des mécanismes psychiques tels que le déplacement ou la condensation structurent-ils les textes juridiques ? Et comment permettent-ils de comprendre les opérations du droit, qu'il s'agisse de législation, d'interprétation et de raisonnement juridique ou de décision judiciaire ?

Cet atelier explorera divers aspects de ce que la psychanalyse peut nous apprendre du droit.

Urbanism, its Promises and its Challenges

Salle / Room J 210

Organisateur : Yishai Blank / Issi Rosen-Zvi

Ancien : Caroline Devaux / Contact : caroline.devaux@sciencespo.fr

We are told we live in an “urban age:” the majority of the world’s population resides in urban areas, large cities dominate the world’s economy, cities are major battlegrounds for cultural and religious tensions and conflicts, and they are also sites for political struggles and contestations. Together with their growing role in contemporary economy and society, cities are facing many challenges: huge waves of migration, religious and ethnic tensions, class and social unrest, terror attacks, climate change and more. This Workshop, conducted by two leading scholars in the field of urban law, will investigate the role that different legal regimes throughout the world give to cities in order to enable them to live up to their promise and to manage the challenges that cities and nations are currently facing.

We invite doctoral candidates who work on cities, local government law, urban studies, or any other field which touches upon the role of cities to participate in the workshop. We will read classical texts relating to the nature and role of cities, explore the various problems faced by cities and the solutions offered for them and discuss diverse contemporary urban issues. Some of the workshop will be conducted in the format of “role playing,” simulating real-life problems currently faced by cities throughout the world, in order to demonstrate the various legal tools that exist in the field and the complexities that surround them.

Féminisme et Enseignement Supérieur: Pratiques et Enjeux

Salle / Room J 205

Organisateur : Stéphanie Hennette Vauchez

Ancien : Mélissa Paulet / Contact : melissa.paulet@gmail.com

Commençons par un quiz: quelle est la part des femmes parmi l'ensemble des enseignants-chercheurs? (chiffres 2010)

69%? 50%? 36%

Si vous avez répondu 69%: votre rapport au réel est gravement altéré ; il est urgent que vous suiviez cet atelier.

Si vous avez répondu 50%: venez discuter du point de savoir si la « nature » ou la « main invisible » qui feraient si bien les choses méritent d'être remplacées par des dispositifs contraignants.

Si vous avez répondu 36% : vous avez gagné un porte-clefs. Et aussi le droit de prolonger la discussion sur les raisons de cet état de fait et surtout, ses conséquences sur les pratiques et les savoirs universitaires.

Dans tous les cas, vous êtes bienvenu-es à cet atelier que se propose de lancer une discussion autour de trois axes :

1- la situation institutionnelle : que signifie un tel déséquilibre entre les sexes chez les enseignant-chercheurs ? Quel impact sur le positionnement des un-es et des autres ?

Quels enjeux pour l'institution universitaire (et autres institutions d'enseignement supérieur et de recherche) ?

2- la situation de l'enseignement : existe-t-il une approche féministe de l'enseignement ? On enrichira la discussion sur cette question de retour d'expérience(s) par l'ensemble des participant-es de l'atelier

3- la situation de la recherche : quelle est selon vous la visibilité de l'analyse féministe du droit ? Qu'est ce que cette perspective peut apporter à la recherche juridique en général ?

Ecrire la thèse 2 : Méthodologie du travail de rédaction d'une thèse

Salle / Room S 07

Organisateur : Valentin Gazagne-Jammes

Ancien : Mariachiara Mercurio / Contact : mariachiara.mercurio@gmail.com

Le présent atelier a pour but de tenter d'éclairer les doctorants participants à la semaine doctorale intensive sur la phase de rédaction de la thèse.

Tout doctorant sait qu'un cap s'amorce lorsque le travail de rédaction commence, qui connaît pour autant son lot d'embûches. Le but étant donc ici de confronter les expériences de doctorants se trouvant dans des périodes de rédaction plus ou moins avancées.

Idéalement, le premier intervenant aura commencé à rédiger depuis à peine quelques mois, quand bien même il n'aurait pas encore de recul sur le travail qu'il accomplit, il sera à même de mettre en évidence les difficultés qu'il a pu rencontrer à ses débuts.

Dans un second temps, un autre intervenant portera la parole du rédacteur plus chevronné, en fin de thèse ou jeune docteur, il aura donc un peu plus de recul sur le travail accompli et pourra être une source de conseils méthodologiques précieux.

Nous pensons qu'il pourrait être intéressant, en parallèle, de faire intervenir un doctorant préparant sa thèse à l'étranger, selon des canons universitaires différents de ceux existant en France. Cette démarche se fera dans un but d'ouverture et de partage avec l'ensemble des doctorants présents lors de la semaine doctorale intensive, dont certains ne sont pas Français.

Enfin et parce qu'une démarche comme celle-ci n'aurait pas de sens, sans l'œil vigilant de plusieurs Professeurs, des enseignants interviendront afin d'apporter leur expérience et leur regard critique.

Pour terminer un débat pourra être organisé de manière à ce que les doctorants présents qui souhaitent intervenir puissent le faire. Voilà pourquoi toute personne souhaitant assister à cet atelier sans pour autant vouloir intervenir directement, est conviée à se joindre à nous.

Déjeuner / Lunch (Cafétéria, 12:30 – 13:30)

Après-midi / Afternoon session (13:30 – 15:00)

Le CNU sans peine

Organisateur : Evelyne Lagrange / Emmanuelle Jouannet

Salle / Room J 211

Ancien : Jacques Dupouey / Contact : jacquesdupouey@orange.fr

Atelier à vocation pratique plutôt que sociologique ou critique (conférencier encore en fonction au sein du Conseil national des universités).

Présentation du Conseil national des universités (composition, fonctions) - Rappel des voies d'accès aux carrières de l'enseignement supérieur en France - Présentation plus détaillée des fonctions et procédures de qualification aux fonctions de maître de conférences et de professeur - Critères d'évaluation des dossiers - Écueils, recours.

Researching Religion and Law in Comparative Contexts

Organisateur : Yishai Blank / Angela Campbell / Shauna Van Praagh

Salle / Room J 208

Ancien : Tommaso Amico di Meane / Contact : tommaso.adm@gmail.com

Legal scholars engaged in research, writing and teaching in domains ranging from constitutional law to law and society, from family law to international human rights, from legal theory to commercial law, are paying renewed attention to issues related to religious identity. Their resulting scholarship is enriched by creative comparisons, innovative methods and pluralist sensibilities. This workshop invites doctoral candidates with an interest in religion and law to consider a range of contexts, perspectives, academic disciplines, substantive sources, and methodologies that may frame and inform their work. Led by three scholars who have published comparative work on religious identities, communities and claims, the workshop will provide an opportunity to participate in a guided discussion and to share queries, experience, and ideas.

More specifically, the three workshop leaders draw on examples found in a range of state-religion encounters in jurisdictions including Canada, Israel, France, the U.K. and the U.S. The comparative diversity of approaches goes beyond the spectrum of countries under scrutiny; instead it encompasses multiple constitutional structures, religious normative institutions, and sites of conflict and coexistence. Contributors to a recently published book* entitled "Mapping the Legal Boundaries of Belonging - Religion and Multiculturalism from Israel to Canada" (R. Provost, ed., OUP 2014), Professors Blank, Campbell and Van Praagh will share their own projects, reflect on challenges and insights that come from examining religious 'belonging', and invite participants to engage with each other in a dynamic and fruitful conversation.

Questions to be addressed and discussed may include:

- What risks and benefits are there in transposing lessons from one context of religion-state interaction to another?
- How do we move back and forth from individual claims to collective narratives related to religious identity and belonging?
- As jurists, can and should we engage in transdisciplinary work without deep expertise in disciplines other than law?
- What insights and constraints are associated with empirical research methods?
- How can we combine critical perspectives on law (related to gender, race, and/or sexual orientation) with careful attention to faith-based institutions and norms?
- How can we avoid simplistic external portraits of individuals and communities of faith, on one hand, and overly detailed internal characterizations on the other?

Titles of the chapters by the three authors are as follows:

Yishai Blank, "Localizing Religion in a Jewish State"

Angela Campbell, "Religious Claims as Public Reason? Polygamy as a Case Study"

Shauna Van Praagh, "Inside Out/Outside In: Coexistence and Cross-Pollination of Religion and State"

From Retribution to Justice: Victims and the Politics of International Criminal Trials

Salle / Room J 210

Organisateur : Leora Bilsky

Ancien : Gabriella Mihaela Ivan-Cucu / Contact : llxgi2@nottingham.ac.uk

This workshop begins with a puzzle: while the architects of the Nuremberg trials rejected Jewish victims' requests to participate in the proceedings on the grounds that victim participation would taint the proceedings as subjective and political, today prosecutors and other key actors in international criminal trials invoke victims' participation as necessary and synonymous with the rule of law. What can explain this complete inversion, in less than fifty years, of the political role played by victims in legitimating international criminal law?

The workshop will proceed on two parallel levels – the legal and the imaginary. It will explore the idea of victims as judges through the lens of legal theory and practice and cultural representations in films.

Legal Theory and Practice

The development of modern international criminal law is usually presented in terms of a linear progression: the brave beginnings at the Nuremberg proceedings were followed by a period of dormancy during the Cold War, after which the field was rediscovered in the 1990s and has thrived ever since. Recent scholarship has begun to challenge this linear account, pointing to significant shifts in international criminal law between Nuremberg and the contemporary era. This workshop considers one such shift: the changing role of the victim in legitimating international criminal tribunals. We will trace the transformation in the role and conception of the victim moving from Nuremberg trial to Eichmann trial in Jerusalem, to the ad hoc tribunals and culminating in the International Criminal Court.

The Imaginary

While criminal law struggled to carve a space for victims' participation as witnesses and prosecutors, it refrained from endorsing the idea of victim's justice – that is, to see the victims as judges. The workshop will therefore turn to examine two cinematographic representations of victims as judges in *Death and the Maiden*, by Roman Polanski and more recently in *The Look of Silence* by Joshua Oppenheimer. Both films, I argue, create a direct meeting between the victim and the perpetrator, in which the victim confronts the perpetrator with the truth and assumes the role of a judge. What does this encounter reveal about the act of giving account or taking responsibility? How does such an alternative encounter that dispenses with a third-party judge change our perceptions of justice, revenge, remorse and testimony? In what ways can the films challenge common conceptions of the victim, and what possibilities do they open for the law?

L'État unitaire à la française en débat

Salle / Room J 201

Organisateur : Arnaud Busseuil

Ancien : Vincent Souty / Contact : vincent.souty@yahoo.fr

Sous la présidence de Carlos Herrera

Avec la participation d'Alexandre Guigue et Louis Asser-Andrieu.

Depuis le milieu des années 1970, les chercheurs s'interrogent sur la réalité empirique de la notion d'État unitaire français. Très rapidement, autour d'une grille d'analyse centrée sur la réalité juridique d'une telle conception, ces universitaires ont questionné la pertinence d'un tel modèle. À cet égard, les situations ultramarines étaient bien souvent l'argument en faveur d'un déprérissement de l'unité et de l'indivisibilité de la République française. Toutefois, cette doctrine naissante était à ses balbutiements, parfois critiquée à juste titre sur le fond, mais également souvent critiquée par posture idéologique « classique ». Mais l'accélération des différenciations des situations outre-mer, la multiplication de dérogations concernant des domaines par nature et par essence applicable à la Nation toute entière, la mondialisation économique, la construction européenne etc., ont permis à cette doctrine de pouvoir s'affirmer et se légitimer dans un débat devenu nécessaire. En effet, le monde juridique ne peut plus s'arroger seul un débat qui le dépasse largement mais dont pourtant il détient les outils. La question de la pertinence de l'État unitaire à la française est donc désormais légitime dans les avantages ou au contraire dans les blocages qu'une telle forme engendre.

République, diversité, minorités visibles et enseignement du droit — expériences transatlantiques comparées

Salle / Room J 205

Organisateur : Jeremy Perelman / Mikhail Xifaras

Ancien : Mélissa Paulet / Contact : melissa.paulet@gmail.com

Featuring Keaton Kidist Allen-Gessesse (JD student, Harvard Law School); Babaka Mputu (graduating student, Sciences Po Law School); Mugambi Jouet (doctoral candidate, Paris 1 Panthéon-Sorbonne and Thomas C. Grey Fellow, Stanford Law School)

This workshop, which will be partly bilingual (cet atelier sera partiellement bilingue), seeks to engage with issues of race, diversity and identity from a comparative Franco-American perspective. It is inspired by and built around the concrete and contrasting experiences of law students in exchange programs from the Sciences Po and the Harvard Law schools who have studied and encountered these issues in their interactions with students, teachers and broader social settings. Through an interactive dialogue based on these experiences, the workshop will probe into how race relations, social inequality and racial discrimination are addressed, or not, in these interactions; about how they feature, or not, in the teaching of or learning about law; or about how they are addressed, or not, by law and society more generally. This dialogue will be informed by historical, institutional and theoretical insights, and will seek to engage participants and the audience into reflecting on how “lived experiences” can inform a comparative legal analytics of race and diversity, and on how insights from theory, and notably critical race theory, can inform future legal scholars and educators on how they can approach these issues from a practical, institutional and epistemological perspective.

La fragilité de l'architecture du système financier des actifs intellectuels

Salle / Room S 08

Organisateur : Dinh Nguyen

Ancien : Gregory Cauvin / Contact : gregory-cauvin@orange.fr

Les actifs intellectuels jouent un rôle important dans le bilan d'actif des sociétés. Grâce à des techniques d'innovation financières, il est possible de titriser ces actifs, de garantir les dettes par le droit exclusif d'exploitation de ces créations intellectuelles. En effet, la participation des actifs intellectuels dans le marché financier a contribué une source richesses. Pourtant, ces actifs ont connu des risques potentiels en raison de caractère fragile du droit exclusif d'exploitation. Face à l'excès de rebondissement, la crise financière de 2008 nous a montré que rien n'était certain, y compris les produits financiers traditionnels dans le secteur de l'immobilier. Suite à cette crise, des mesures pour re-réguler les systèmes ont été mises en place. Sous l'angle du droit de la propriété intellectuelle et du droit financier, il est nécessaire de tenir compte de la fragilité du droit exclusif d'exploitation des actifs intellectuels, en correspondance avec le système financier.

Pause Café / Coffee Break (Cafétéria, 15:00 – 15:30)

Après-midi – Afternoon session (15:30 – 17:00)

Law and marxism

Salle / Room J 211

Participants : Monique Chemillier-Gendreau, Matt Craven, Carlos Herrera, Eric Millard, Julie Saada, Mikhail Xifaras

Ancien : Tommaso Amico di Meane / Contact : tommaso.adm@gmail.com

This workshop will be the occasion to wonder if it is of any use today to read Marx and the marxist tradition for legal theory in a critical perspective.

Futurist Methodologies in Law: An Introduction to Scenario Planning and Other Variants

Salle / Room J 208

Organisateurs : Noah Weisbord

Ancien : Tommaso Amico di Meane / Contact : tomaso.adm@gmail.com

This workshop will introduce a handful of futurist methodologies, consider their strengths and weaknesses, and run an interactive exercise on scenario planning, one of the more promising variants. A scenario can be defined as “an internally consistent view of what the future might turn out to be”—not a forecast, but one possible outcome. According to English future studies scholars George Wright and Paul Goodwin, “[t]he forecaster looks for a model of reality containing the necessary and sufficient conditions to pin down the future, the scenario thinker is satisfied to work with only necessary conditions, and is happy to explore the multiple possibilities these lead to.” Joseph Nye, former Dean of Harvard’s Kennedy School of Government and head of the US National Intelligence Council, describes scenario planning as a tool in estimative intelligence “[t]o help policymakers interpret the available facts, to suggest alternative patterns that available facts might fit, [and] to provide informed assessments of the range and likelihood of possible outcomes.” Weisbord and the participants in this workshop will explore the possibilities and limitations of this method in the field of law.

What is left of sovereignty ?

Salle / Room J 210

Tel Aviv University / Sciences Po joint workshop. See the detailed program below.

Penser les méthodes d'analyse du droit : pour quoi faire?

Salle / Room J 201

Organisateurs : Véronique Champeil-Desplats

Ancien : Bastien Alidor / Contact : bastien.alidor@gmail.com

Hormis les cas où toute prétention à la scientificité est à dessein rejeter, les divers investissements méthodologiques opérés par les juristes ont le plus souvent eu à pour horizon d’ériger les savoirs sur le droit au rang de science. Toutefois, cette prétention n'est pas exempte d'ambiguïtés, ni de malentendus. Ceux-ci tiennent essentiellement au fait que, dans le domaine juridique, on est confronté à deux niveaux de langage, le langage du droit lui-même et le langage du savant qui l'appréhende. Une méthodologie analytique exigerait de distinguer rigoureusement ces deux niveaux mais leur confusion est souvent entretenue. Pour certains en effet, les juristes feraient d'autant plus preuve de science qu'ils se révèlent capables de reproduire, parfois en vue de les prédire, les méthodes, les modes de raisonnements et les solutions retenues par les autorités normatives qu'ils observent. Pour d'autres, le métier de juristes est d'abord celui d'un bon connaisseur de la technique du droit positif. Or, c'est précisément le défaut de distanciation (critique) à l'égard de l'objet que ce type d'imbrication implique qui est parfois mal compris du point de vue des autres sciences humaines et sociales, ces dernières situant le plus souvent les efforts de distanciation et d'objectivation au rang des premiers réquisits méthodologiques de la constitution de leur savoir en science.

Dans cette perspective, souligner la nécessité d'une redynamisation de la réflexion méthodologique ne présente pas uniquement des enjeux internes au champ juridique. Une telle réflexion est également cruciale pour ne pas laisser les juristes au ban de la compréhension des transformations sociales et épistémologiques dont sont porteuses tout autant, d'un côté, les techniques contemporaines d'information et de circulation des connaissances que, d'un autre côté, l'émergence de nouveaux objets d'étude (environnement, bioéthique, nouvelles technologies, globalisation, ou encore déplacement des rapports entre l'individuel et le collectif...) qui défient les découpages disciplinaires hérités du siècle précédent.

Syllabi of international human rights law

Salle / Room S 07

Organisateurs : Susan Marks and Jeremy Perelman

Ancien : Aydos Zeynep Yıldırım / Contact : zeynep.yildirim@sciencespo.fr

Despite all criticisms leveled against it by conservative governments, radical agendas or critical scholars, human rights law does not know any limit. Judicial or quasi-judicial

supervisory mechanisms that are operating at national, regional or international level continue to judicialise, set the standards and keep re-determining the scope of human rights law. Alternatives to human rights adjudication heavily rely on legal discourse and basically operate on the basis of the work of international human rights bodies. Human rights-based approaches continue to meet divergent needs or accommodate divergent demands all around the world. They permeate trade, investment, finance and development; gain new ideological and political contents. A lot of strategic effort is still being put into human rights in order to deal with cultural diversity, to make human rights fit an emancipatory framework, to depoliticize “sensitive” matters in a local context or to question the global one. As a result, a hectic and chaotic navigation becomes inevitable in a human rights course across perspectives, disciplines, methodologies etc. In the light of the foregoing, what would be fair enough for a human rights law course to cover? Does the addition of “law” after human rights or “international” before human rights justify any exclusion or inclusion as to the content? How to map out a route for navigation? While rethinking human rights law in our age and trying to explore its ongoing and endless (re) construction in multiple contexts (culture, development, business, environment etc.), how do we teach international human rights law?

This initiative aims to offer participants an intensive exchange of ideas and experiences. Doctoral/post-doctoral scholars, junior and senior faculty members are welcome to talk about how they structure or would structure their courses of international human rights law. In this connection, they are encouraged to share their syllabi, syllabi-to-be or an imaginary syllabus with other participants. Everybody can join the discussion not only as a (future) lecturer and/or researcher in human rights but also as a student. Then participants will have the opportunity to receive comments and feedback from senior and distinguished professors in the field and to learn about their experiences of teaching/(re) constructing international human rights law.

La soutenance

Organisateur : Marie Guimezanes

Salle / Room S 08

Ancien : Marie Guimezanes / Contact : m.guimezanes@gmail.com

La soutenance est une étape extrêmement importante dans la vie du doctorant. Pourtant, il est rare que l'on en discute pendant le parcours doctoral. Cet atelier a pour objectif d'échanger sur les différentes expériences de plus ou moins jeunes docteurs et de pouvoir donner des conseils aux actuels doctorants.

L'atelier n'a pas vocation à être formalisé et misera sur la participation active des personnes présentes. Il pourra aborder des questions telles que le choix du jury, la réception des pré-rapports, la préparation de la soutenance et son déroulement.

Ateliers d'écriture / Writing Workshops (17:00 - 19:00)

Informations	Responsable	Participant	Titre du papier
WW A Salle / Room: S 07 Langue / Language: français	Licia Bosco (liciajur@gmail.com)	Poux Victor	Usage et propriété
		Masson Florent	Les actionnaires sont-ils “propriétaires” de la société ?
WW B Salle / Room: S 08 Langue / Language:	Olivia Gandzion (ndalla67@hotmail.com)	Busseuil Arnaud	L'inapplication des valeurs fondamentales tombeau de l'unité républicaine
		Van Ouwerkerk Sebastiaan	La théorie kelsénienne de l'Etat

français			
WW C Salle / room: S 09 Langue / Language: Français / English	Anaïs Guerry (anais.guerry@sciencespo.fr)	Pierron Luc	L'euro pour seul horizon ? L'emprise de la gouvernance économique européenne sur le processus de réforme dans les états membres : l'exemple de la sécurité sociale
		Croci Filippo	The 'no bail-out clause' of Article 125 TFEU and its interpretation in the course of the financial and economic crisis
WW D Salle / room: S 10 Langue / Language: English	Fabiana Bettini (fabiana.bettini@gmail.com)	Giacalone Marco	ODR and a new approach for a win-win E-Justice
		Athanasov Alex	How the differences in the purpose of the appeals process do influence the operation of the judicial system in France, in comparison with the UK and the US?
WW E Salle / Room S11 Language: English	Maud Michaut (maudmichaut@gmail.com)	Cauduro Alice	The Access to Medicinal Products in the EU
		Donati Alessandra	Is the Precautionary Principle a General Principle of European Law?

Mercredi / Wednesday

17 juin / June

	Cafet	Jean Moulin	Erignac	J211	J208	J210	J201	J205	S07	S08	S09	S 10	S11	
8h / 9h														
9h / 10h30		Law and Boundaries	La thèse sans effort	Trouver sa voix 3	Enseigner le droit en France aujourd'hui			Un nouvel élan pour l'effectivité du DIP	Réécrire et revisiter les arrêts de la CEDH 1	Réécrire et revisiter les arrêts de la CEDH 1				
10h30 / 11h	Pause café													
11h / 12h30			Être ou ne pas être Charlie	Trouver sa voix 4	A Global Intellectual History	What is Left of Sovereignty? Tel Aviv University / Sciences Po Workshop		Le CNU sans peine	Réécrire et revisiter les arrêts de la CEDH 2	Réécrire et revisiter les arrêts de la CEDH 2				
12h30 / 13h30	Déjeuner													
13h30 / 15h			Le TD 1											
15h / 15h30	Pause café					Law and Boundaries	Law and Boundaries	Black and post colonial feminisms and the law	Teaching Future Law Teachers					
15h30 / 17h				Le TD 2										
17h / 19h									WWA3	WWB3	WWC2	WWD3	WWE3	
19h / 20h														
20h / 21h														

**Mercredi / Wednesday
17 juin / June**

Matinée – Morning session (09:00 – 10:30)

Law and Boundaries

See the detailed program below.

Amphi Jean Moulin

La thèse sans efforts

Organisateurs : Gilles Martin / Elsa Supiot

Amphi Erignac

Ancien : Marie Guimezanes / Contact : m.guimezanes@gmail.com

A travers les expériences d'un jeune enseignant, récent docteur, et d'un « vieux » directeur de thèses, l'objet de l'atelier est de réfléchir ensemble aux « bons » réflexes du doctorant dans l'élaboration de sa thèse, tant en ce qui concerne les méthodes de recherche et d'écriture qu'en ce qui touche à la relation entre le doctorant et son directeur.

Trouver sa voix (*Alternatives, critiques et démarquages à l'Université*) 3

Organisateurs : Vincent Forray / Sébastien Pimont / Mark Antaki

Salle / Room J 211

Ancien : Amélie André / Contact : andre.amelie@sfr.fr

Suite de l'atelier *Trouver sa voix (Alternatives, critiques et démarquages à l'Université) 1 et 2*

Troisième atelier : *Officiellement, officieusement. - Pouvoirs, instances et responsabilités*

Conseil National des Universités, centres de recherche, jury d'agrégation, décanats, conseils de faculté, jurys de thèse, commissions de recrutement, administrations centrales, agences d'évaluation, processus de révision par les pairs, direction de collections, mais aussi : directions de formations, responsabilités de diplômes et d'années ; et encore : représentation, démocratie, cooptation. L'atelier portera sur les structures politiques de l'université. Elles déterminent de loin, ou de très près, la conduite des études doctorales, l'entrée à l'université et la progression dans la carrière. Et cependant elles forment un point aveugle de la réflexion. La pensée critique devrait s'exercer à leur endroit aussi.

Enseigner le droit en France aujourd'hui

Organisateurs : Florence Bellivier

Salle / Room J 208

Ancien : Amélie André / Contact : andre.amelie@sfr.fr

Avec la participation des professeurs Stéphanie Hennette-Vauchez, Mikhail Xifaras, Denis Baranger, et Massimo Vogliotti.

Depuis quelques années, en même temps que se réforment, de façon imposée ou volontaire, les lieux où s'enseigne le droit, une réflexion intense et polémique se développe sur les spécificités, les méthodes, les contraintes et les finalités de l'enseignement de la discipline juridique. Rassemblant des étudiants qui, parvenus au terme de leur cursus universitaire, s'apprêtent à se lancer dans le monde professionnel, la Semaine doctorale intensive fournit une excellente occasion de discuter avec eux de leur vision de la pédagogie, des fonctions qu'ils assignent à un enseignement en droit et de leurs attentes satisfaites ou déçues.

What is left of sovereignty ?

Salle / Room J 210

Tel Aviv University / Sciences Po joint workshop. See the detailed program below.

Un nouvel élan pour l'effectivité du droit international

Organisateurs : Sylvie Dumanoir, Tristan Berger et Luis-Miguel Gutiérrez

Salle / Room J 205

Ancien : Pauline Leclercq / Contact : leclercq_p@hotmail.fr

La notion d'effectivité est utilisée depuis quelque temps pour mesurer l'impact du droit international sur les pratiques étatiques. Cette notion se réfère au degré d'application d'une norme ou d'une décision judiciaire dans la réalité. Elle permet d'appréhender l'écart existant entre le droit et les faits. Notre atelier prétend ouvrir une réflexion sur les méthodes, les moyens et les difficultés rencontrés dans la mise en œuvre du droit international.

Nous constatons qu'il est fréquent d'entendre que les Organisations internationales et les juridictions supranationales sont parfois impuissantes et que leurs normes et décisions constituent des « vœux pieux ». Pourtant, ces grandes institutions consacrent une grande partie de leur action à produire des normes et à agir pour leur effectivité. Cela d'abord à travers les campagnes de ratifications puis en accompagnant les États dans l'adoption de normes internes conformes ; ou sanctionnant le cas échéant les États pour leurs manquements ; enfin en formant des juges nationaux à la prise en compte de ces normes internationales.

Trois présentations de 10 minutes chacune consacrées à trois différents domaines du droit international ouvriront un débat plus large avec les participants.

1) L'effectivité de l'Organisation internationale du travail sur la problématique du travail des enfants. Récemment, l'OIT s'implique même dans la soft law et aux côtés des entreprises multinationales pour la diffusion des droits des travailleurs. Pour certains, c'est un aveu d'échec du droit international conventionnel, pour d'autres, c'est une manière de toucher toujours plus de travailleurs. L'Organisation cherche à se réformer pour donner un nouvel élan à ses normes, quelles pistes privilégier ?

2) L'effectivité des arrêts de la Cour interaméricaine des droits de l'homme. L'exécution des arrêts de la Cour interaméricaine par les Etats rencontre très souvent les plus grandes difficultés. Ce constat, un peu décevant, peut expliquer les efforts qu'actuellement sont aménagés en Amérique latine en vue de garantir l'exécution et, en dernier terme, l'effectivité des décisions du système interaméricain des droits de l'homme. Quels sont les moyens les plus appropriés pour garantir ou renforcer l'effectivité du droit interaméricain ?

3) L'effectivité du droit international de l'environnement. L'effectivité de certaines conventions internationales est renforcée par l'effet direct de celles-ci en droit interne ; c'est notamment le cas pour la Convention d'Aarhus. Mobilisables directement par les citoyens, leur exécution au niveau interne est dès lors renforcée. D'autres pistes, au niveau international, peuvent être observées en droit des affaires. Qu'il s'agisse des dispositifs de l'OMC ou même des négociations en cours sur le TTIP, lesquelles ont déjà un effet alors même qu'elles n'ont pas abouti (elles ont notamment causé le report d'une réglementation relative aux perturbateurs endocriniens), le droit des affaires international nous permet d'observer que, lorsque les États souhaitent réellement qu'un texte soit effectif, ils trouvent les moyens adaptés (mises en place de tribunal arbitral, sanction financière, etc.). Est-ce à dire que les différences d'effectivité reflètent avant tout les (réelles) priorités politiques ?

Réécrire et revisiter les arrêts de la CEDH 1

Organisateurs : Léa Maulet, Nadia Nahman, Amélie Thouément, José Carvalho

Salles / Rooms S 07 et S 08

Ancien : Guillaume Landais / Contact : Guillaume.Landais@EUI.eu

L'atelier propose d'analyser deux arrêts emblématiques de la CEDH (*Bankovic c. Belgique*, 2001 et *Austin c. Royaume-Uni*, 2012) et de les réécrire en raisonnant à rebours de l'argumentaire déployé par la Cour, soit pour aboutir à la même solution (motifs distincts, dispositif identique), soit pour retenir une solution distincte (motifs similaires, dispositif contraire). L'atelier se divise en deux parties : première session de réécriture des arrêts, seconde session de présentation et confrontation des diverses réécritures. Le groupe de travail sera divisé en deux sous-groupes qui travailleront chacun sur un arrêt. Il est fortement conseillé aux participants de faire lecture préalable des deux arrêts étudiés.

Documents : CEDH, *Bankovic c. Belgique*, 12 Décembre 2001 et CEDH, *Austin c. Royaume-Uni*, 15 mars 2012.

Pause Café / Coffee break (Cafétéria, 10:30 – 11:00)

Matinée – Morning session (11:00 – 12:30)

Law and Boundaries

Amphi Jean Moulin

Program will be communicated. See the detailed program below.

Être ou ne pas être Charlie: solidarités, identités et amalgames dans la France d'après les attentats des 7-9 janvier

Amphi Erignac

Organisateurs : Emmanuel Dockes

Ancien : Vincent Souty / Contact : vincent.souty@yahoo.fr

Avec la participation de Ratna Kapur, Stéphanie Hennette-Vauchez et Mikhail Xifaras.

Après les musulmans-fondamentalistes-terroristes, après la France de Charlie unanime, nationale, antiraciste et républicaine, après la même France, devenue catholique zombie et néo-vichyste, y a-t-il encore place pour une pensée humaniste sans amalgames grossiers ? A l'heure où le discours politique et jurisprudentiel dérive vers la xénophobie, le blasphème est-il salutaire ou dangereux ?

Peut-on encore défendre, en même temps, la liberté de porter le voile (même intégral) et celle de blasphémer ?

Documents :

- Emmanuel Dockes, « Oh mon Charlie ! Ils ont assassiné Jaurès ! »
- Emmanuel Dockes, « Liberté, laïcité, Baby Loup : de la très modeste et très contestée résistance de la Cour de cassation face à la xénophobie montante »

Trouver sa voix (*Alternatives, critiques et démarquages à l'Université*) 4

Salle / Room J 211

Organisateurs : Vincent Forray / Sébastien Pimont / Mark Antaki

Ancien : Amélie André / Contact : andre.amelie@sfr.fr

Suite de l'atelier Trouver sa voix (*Alternatives, critiques et démarquages à l'Université*) 1, 2 et 3.

Quatrième atelier : Au chœur ! – Les organes

Le chœur : là où l'on donne de la voix, et là où l'on danse. La nécessité d'alimenter les études critiques, le pluralisme méthodologique, la pluridisciplinarité, le croisement des styles ne fait plus mystère désormais. Toutefois, il s'agit encore de perspectives marginales, voire subalternes. Les courants dominants existent bel et bien. Ils bénéficient de modes de développement puissants et quasi-institutionnels. L'atelier invite à s'interroger sur les modes de diffusion des pensées alternatives en droit, la nécessité de fédérer les initiatives, la constitution de groupes de pensée.

A Global Intellectual History

Salle / Room J 208

Organisateurs : Arnulf Becker Lorca / Emmanuelle Jouannet

Ancien : Jacques Dupouey / Contact : jacquesdupouey@orange.fr

The development of international law is conventionally understood as a history in which the main characters (states and international lawyers) and events (wars and peace conferences) are European. Mestizo International Law demonstrates how non-Western states and lawyers appropriated nineteenth-century classical thinking in order to defend new and better rules governing non-Western states' international relations. By internalizing the standard of civilization, for example, they argued for the abrogation of unequal treaties. These appropriations contributed to the globalization of international law. With the rise of modern legal thinking and a stronger international community governed by law, peripheral lawyers seized the opportunity and used the new discourse and institutions such as the League of Nations to dissolve the standard of civilization and codify non-intervention and self-determination. These stories suggest that the history of our contemporary international legal order is not purely European; instead they suggest a history of a mestizo international law.

Lecture conseillée: *Mestizo International Law: A Global Intellectual History 1842–1933*. Vol. 115. Cambridge University Press, 2014.

Le CNU sans peine

Salle / Room J 205

Organisateurs : Denis Baranger

Ancien : Caroline Devaux / Contact : caroline.devaux@sciencespo.fr

Cet atelier est l'occasion pour des membres du CNU d'en expliquer le fonctionnement lors de la session de qualification aux fonctions de maître de conférences en droit, et d'expliquer la doctrine du CNU en la matière qui est souvent mal comprise ou qui fait l'objet d'illusions qu'il est utile de dissiper. Le séminaire est intéressant dès le début de la thèse, car il permet aux doctorant(s) de mieux comprendre ce qui est attendu d'eux (elles) lors de cette qualification par le CNU, qui est devenue la véritable étape de sélection dans un contexte où un nombre massif de thèses reçoivent toutes les mentions au moment de la soutenance.

Réécrire et revisiter les arrêts de la CEDH 2

Salles / Rooms S 07 et S 08

Organisateurs : Léa Maulet, Nadia Nahman, Amélie Thouément, José Carvalho

Ancien : Guillaume Landais / Contact : Guillaume.Landais@EUI.eu

Suite de l'atelier Réécrire et revisiter les arrêts de la CEDH 1.

Déjeuner / Lunch (Cafétéria, 12:30 – 13:30)

Le TD 1 : Le TD

Amphi Erignac

Organisateurs : Florent Tap, Amélie Thouément, Amélie André, Motahareh Fathisalout

Ancien : Motahareh Fathisalout / Contact : motahareh.fathisalout@gmail.com

La « pédagogie de manuels » se prolonge des cours magistraux aux séances de travaux dirigés, qu'elle soit imposée par le Professeur du cours magistral ou qu'elle procède du choix du chargé de TD immergé dans une littérature de manuels (C. Jamin). Cette forme d'enseigner « le *bon droit* » et les « bonnes » méthodes juridiques participe de la fabrique de la dogmatique. Si les travaux dirigés se présentent comme la mise en application du droit théorique, le TD peut-il vraiment alors être le lieu du « *droit en action* » ? Que faudrait-il changer pour que ce soit le cas ?

Lecture recommandée :

- C. Jamin, « *Le droit des manuels de droit ou l'art de traiter la moitié du sujet* », Préface, in *Histoire des manuels de droit, Une histoire de la littérature juridique comme une forme du discours universitaire*, Actes du colloque organisé les 28 et 29 mars 2013, Faculté de droit de l'Université Paris Descartes, LGDJ, 2014, pp. 9-24.

Of Feminisms: a discussion on black and postcolonial Feminisms and the law

Salle / Room J 201

Participants : Ratna Kapur, Emmanuelle Tourme-Jouannet, Horatia Muir Watt, Sévenie Dussolier Ancien : Jacques Dupouey / Contact : jacquesdupouey@orange.fr

This workshop aims to discuss key elements of black/person of colour and postcolonial feminism and the impact this has had and should have on law. Key concepts will be presented and discussed and debate will be facilitated through the use various mediums, for example, film and video extracts will be shown. Professor Ratna Kapur will discuss the topic of postcolonial feminisms and law.

This workshop will be held in the form of a wider discussion. Thus, participants will be invited to intervene, contribute, make comments and ask questions to the rest of the group at any time. Participants will also be invited to relate the discussion to their own contexts, for example, to the French context or the area of law they are working on.

The workshop will be primarily in English but interventions in French are also welcome.

Making Space in Doctoral Studies for Teaching Future Law Teachers

Salle / Room J 205

Organisateurs : Stefanie Carsley / Jodi Lazare

Ancien : Giacomo Capuzzo / Contact : jackcapuzzo@gmail.com

While many doctoral candidates in law aspire to pursue a career in academia, most graduate programs are focused primarily on developing students' research and writing. This workshop will question whether and how law faculties should seek to prepare future law professors for their roles as law teachers. It will consider the benefits and potential challenges associated with placing increased emphasis on legal education in doctoral studies. It will also examine the varied ways in which law faculties in different jurisdictions provide students with opportunities to develop their teaching skills or invite critical reflection on different pedagogical techniques and theories of legal education. This interactive session will promote discussion through case study and role-play exercises and its content will be informed and enriched by workshop participants' experiences from their respective institutions. This workshop will be led in English; however, participants will be welcome to intervene in English or French.

Law and Boundaries

Salles / Rooms J 211 et J 208

See the detailed program below.

What is left of sovereignty ?

Salle / Room J 210

Tel Aviv University / Sciences Po joint workshop. See the detailed program below.

Pause Café / Coffee Break (Cafétéria, 15:00 – 15:30)

Après-midi – Afternoon session (15:30 – 17:00)

Le TD 2 : Le chargé de TD

Amphi Erignac

Organisateurs: Florent Tap, Amélie Thouément, Amélie André, Motahareh Fathisalout

Ancien : Motahareh Fathisalout / Contact : motahareh.fathisalout@gmail.com

Le chargé de travaux dirigés (vacataire ou agent *contractuel*) dispose d'un statut précaire. À la fois étudiant et enseignant, il occupe une position d'entre-deux. Son recrutement repose sur une logique de chiffres. Lâché dans l'arène, ce personnel débutant se forme aussi sur le tas. Paradoxalement, pourtant, c'est à lui que l'on confie la responsabilité d'enseigner les fondements d'un savoir académique. « *Condamné à l'inexistence juridique en tant que travailleur* » (R. Le Saout et G. Loirand), le chargé de TD-doctorant doit pourtant garder un pied dans l'université s'il ambitionne d'occuper le statut rare et convoité de titulaire.

Lecture recommandée :

- R. Le Saout et G. Loirand, « *Les chargés d'enseignement vacataires : les paradoxes d'un statut perverti* », Genèses, n° 30, 1998. pp. 146-156, spéc. p. 150

Les sorites

Salle / Room J 201

Organisateurs : Nicolas Cayrol

Ancien : Bastien Alidor / Contact : bastien.alidor@gmail.com

Combien faut-il d'intérêts individuels pour faire un intérêt collectif ? Combien d'indices pour former un faisceau ? Quand dira-t-on d'un enfant qu'il est désormais doué de discernement ? Qu'est-ce qui fait qu'un syndicat qui n'était pas représentatif devient représentatif ?

Tous ces exemples ont en commun de porter sur une réalité qui est continue (c'est progressivement que l'enfant acquiert la faculté de discernement) mais qui est désignée de manière discontinue, tranchée : "intérêt collectif" ou pas ; "doué de discernement" ou pas ; "représentatif" ou pas.

Voilà le problème : notre langage et notre entendement ne sont pas adaptés au continu. Nos mots et nos concepts n'expriment que du discontinu. C'est vrai en droit comme ailleurs. Et voilà la base des sorites : les sorites sont des paradoxes qui consistent à nier le changement lorsque celui-ci se fait de manière continue. Le plus connu est le sorite du tas (le mot de sorite vient du grec, *soros*, qui signifie "tas") : ce n'est pas parce que l'on enlève un grain de sable à tas de sable que le tas n'en est plus un, et pas davantage si l'on enlève encore un autre grain de sable. Et poursuivant le raisonnement, on aboutit nécessairement par récurrence à qualifier de "tas" un simple grain de sable.

Law and Boundaries**Salles / Rooms J 211 et J 208**

See the detailed program below.

What is left of sovereignty ?**Salle / Room J 210**

Tel Aviv University / Sciences Po joint workshop. See the detailed program below.

Ateliers d'écriture / Writing Workshops (17:00 - 19:00 / 20:00)

Informations	Responsable	Participant	Titre du papier
WWA Salle / Room: S 07 Langue / Language: français	Licia Bosco (liciajur@gmail.com)	Desaunette Marie-Emmanuelle	Interactions des catégories en droit français et européen: l'exemple des contrats spéciaux
		Carrion Gino	Vers un perspectivisme de solidarité dans les études juridiques comparatives: décentrement de la pensée juridique et diversification des épistémologies autres
		Chaabene Mariem	La concurrence des systèmes juridiques
WWB Salle / Room: S 08 Langue / Language: français	Olivia Gandzion (ndalla67@hotmail.com)	Grego Emma	La logique twitter et le juge. Pour une nouvelle approche des discours du juge
		Nahman Nadia	Les finalités fonctionnelles de la mise en œuvre des techniques d'interprétation par le juge de la CEDH
		Maulet Léa	Le passage des affaires devant la Grande chambre de la Cour européenne des droits de l'Homme
WWC Salle / room: S 09 Langue / Language: Français / English	Anaïs Guerry (anais.guerry@sciencespo.fr)	Rezende Gabriel	Au-delà des lignes du ius publicum europaeum : Derrida et Schmitt
		Thouément Amélie	La place des maximes d'interprétation dans le discours doctrinal
		Dumanoir Sylvie	La responsabilisation des employeurs par l'intégration des normes de l'Organisation Internationale du Travail à leur processus interne; un complément efficace ?
WWD Salle / room: S 10 Langue / Language: English	Fabiana Bettini (fabiana.bettini@gmail.com)	Aschieri Annalisa	Non-Financial Benefits: Another Reason to Foster the Promotion of PPPs as a Viable Alternative for Public Service Delivery
		Taguchi Jean-Isamu	Toward a Sustainable Framework for Public-Private Partnerships in Infrastructure: a Case for Legal Innovation in the Global Pluralism Era

WWE Salle / Room S 11 Language: English	Maud Michaut (maudmichaut@gmail.com)	Wu Liangjian	Capacity to Budget and the Establishment of Central Budget Agency : How the budget reform reinforced the internal administrative control over the bureaucracy in China
		Rivera Drago Diana Carolina	The Mechanism of 'Consulta Previa': Public Interest v. Individual Interests and the Constitutional Court as a unique Guardian of Indigenous Rights

Jeudi / Thursday

18 juin / June

	Cafet	Jean Moulin	Erignac	J211	J208	J210	J201	J205	S07	S08	S09	S10	S11
8h / 9h		Law and boundaries											
9h / 10h30			Law, Politics, Religion 1	Bundle of Rights Theory and the Commons	Institutional Imagination in Doctoral Legal Education		De la diplomatie numérique aux cyber-attaques		Non-state actors and global governance 1				
10h30 / 11h	Pause café	Law and boundaries											
11h / 12h30			Law, Politics, Religion 2		The flip sides of the coin	Droit, genre et prostitution	Crises, sécessions and interventions	Clinique du publient	Non-state actors and global governance 2	La vente d'immeuble à l'épreuve de la morale			
12h30 / 13h30	Déjeuner	Law and boundaries											
13h30 / 15h			Duncan Kennedy and Etienne Balibar on Marx and Foucault	L'environnement, la technique et le droit		Réforme droit des contrats	Stratégiser sa thèse	Curricular freedom in the legal academy	Simulation de travail de groupe				
15h / 15h30	Pause café												
15h30 / 17h		Law and boundaries			Why and how comparing apples with oranges ?	Religious Violence and Secular Bodies	La méthode pragmatique en droit	Simulation de travail de groupe	Norms and normativity in global law and governance				
17h / 19h								WWA4	WWB4	WWC3	WWD4	WWE4	
19h / 20h													
					L&B : Cocktail								

Jeudi / Thursday
18 juin / June

Matinée – Morning session (09:00 – 10:30)

Law and Boundaries

See the detailed program below.

Amphi Jean Moulin

Droit, politique, religion : malaise dans la sécularisation / Law, Politics, Religion: Secularization and its Discontents 1

Amphi Erignac

Organisateurs : Julie Saada

Ancien : Mélissa Paulet / Contact : melissa.paulet@gmail.com

From the transformations of the French secularism law to the new patterns of world politics, recent events show discontents in secularization, which will be questioned in this workshop.

Etienne Balibar, « Talking Blasphemy : 'sacred' in the Republic and its Other »

Ratna Kapur, « Faith' in Secularism and 'Belief' in Law »

Michel Rosenfeld, « Recasting Secularism as One Conception of the Good among Many in a Post-Secular Constitutional Polity »

Susanna Mancini, « The Tempting of Europe: a Schmittian Reading of Christianity and Islam in European Constitutionalism »

Marinos Diamantides, « Constitutional Theory and the Occidental God's Empire »

Bundle of Rights Theory and the Commons

Salle / Room J 211

Organisateurs : Larissa Katz et Maria Rosaria Marella

Ancien : Giacomo Capuzzo / Contact : jackcapuzzo@gmail.com

Participants: Aurore Chaigneau, Benjamin Coriat, Severine Dusollier, Robert Ellickson, Larissa Katz, Maria Rosaria Marella, Fabienne Orsi, Judith Rochfeld, Sarah Vanuxem, Mikhail Xifaras

What use is a Bundle of Rights account of property to constructing, deconstructing or just plain understanding the idea of the Commons? Some people (like Carol Rose) have said the Commons is just exclusion on the outside (and fancy governance rules on the inside). A commons, according to Rose and others then affirms the centrality of exclusion to any theory of property. But others (like Hanoch Dagan and Eduardo Penalver), don't agree. We will wonder if a bundle of rights approach helps us to figure out the structure of a Commons in law.

Lecture recommandée: Nicholas Blomley, "Enclosure, Common Right and the Property of the Poor", Social Legal Studies, 2008; 17; 311.

Institutional Imagination in Doctoral Legal Education

Salle / Room J 208

Organisateurs : Angela Campbell, Alana Klein, Shauna Van Praagh

Ancien : Giacomo Capuzzo / Contact : jackcapuzzo@gmail.com

The experience of a doctoral candidate often feels very individualized and even isolated. While individual doctoral students have unique projects and paths, their challenges and successes are linked in important ways to the academic communities in which they participate. Institutional support is crucial to the flourishing of those communities and their members, and the creation and maintenance of positive institutional frameworks are an essential collective enterprise.

What makes an effective, excellent institutional setting for the pursuit of doctoral studies? Beyond a supportive and constructive supervisory relationship, beyond challenging courses and the production of an original and persuasive dissertation, what features exist at the institutional level to cultivate and promote a doctoral student's success, happiness, creativity and productivity? How can and do institutions endeavour to integrate these features within their doctoral programs in the face of compelling constraints? Drawing on fictional case studies derived from the academic and administrative expertise of its leaders, this workshop will explore these questions. Participants will be invited to respond to the challenges that each case study presents, in particular, from the perspective of institutional actors. This will be an opportunity for SDI participants to consider the relevance of context within institutional decision-making, and of the varied, and sometimes competing, academic, economic, political and personal factors that drive institutional choices.

This workshop will be led in English, but all participants are welcome to intervene in either English and French.

De la diplomatie numérique aux cyber-attaques : 2.0 de conduite ?

Salle / Room J 201

Organisateurs : Emmanuelle Tourme-Jouannet / Valère Ndior

Ancien : Jacques Dupouey / Contact : jacquesdupouey@orange.fr

L'objet de l'atelier est d'analyser, d'un point de vue juridique et diplomatique, les activités numériques des sujets et acteurs du droit international public. On observe en effet, depuis le début des années 2010, une reproduction accrue des activités de la société internationale sur la scène virtuelle. Les gouvernements présents sur Internet, spécifiquement sur les réseaux sociaux, y manifestent des positions, (re)produisent des déclarations, s'interpellent, se répondent, constatent, déplorent, voire se déclarent la guerre, ayant ainsi recours à toutes les ficelles de la diplomatie. Ils se prêtent ainsi à des comportements classiques de souverains sur les réseaux, faisant ainsi écho aux canaux diplomatiques traditionnels. Face à ce réseautage diplomatique et institutionnel au format inédit, il devient nécessaire de déterminer la valeur et la portée juridiques des échanges effectués.

Non-state actors and global governance: fifty shades of legitimacy 1 :

Salle / Room S 07

The participation of non-state actors in transnational law-making

Organisateurs : Caroline Devaux / Marie Guimezanes

Ancien : Caroline Devaux / Contact : caroline.devaux@sciencespo.fr

Westphalian model of international relations was based on State sovereignty as a fundamental principle of modern international law. One of the main juristic conceptions of this model was an international legal order, where State was virtually the sole subject of law, a norm-giver and a norm-receiver. However, the means and ends, not to mention very limited actual efficiency of such a model, fall short to assume, contain, or adapt to post-Westphalian assertions about international law's legitimacy, reach and institutions beyond the state, let alone law's existence or necessity. Previously unknown issues, such as criminal liability of corporations, for instance, are today unexpectedly implied by such global processes as economic or technical cooperation.

A general aim of this workshop is to uncover and critically engage with not what traditional international law does or falls short to do, but what it stops us from doing. Namely, the governance of corporate conduct abroad, the general influence and power of epistemic communities, the representation of the civil society at the global stage, the normative force of "formally informal" technical standards or the criminal liability of multinationals are some of the topics that we will address.

The first panel of the workshop will deal with the participation of non-state actors in transnational law-making. Everyday use of both formal law and informal legal and regulatory instruments, such as financial regulation, standards, indicators, (...), do not call for a lot of critical questioning. Most of lawyers move on to straightforward queries on the legal routine

as applied to those global objects. That is, until their respective solutions to global problems deviate, and the legal norms conflict with the social requirements and aspirations. During the last two decades or so, with the ever-intensifying economic globalisation, our society has seen an unprecedented rise of all kinds of new non-state initiatives seeming to fill the gaps left by states in the new global organisation of society. In this backdrop, the first panel aims to analyse new forms of private authority taking place in the course of international law-making, both within international organisations and outside the international (state-oriented) framework.

Two streams will compose this first panel, one focusing on the participation of non-state actors in international organisations, the other on non-state actors and their normative production.

Pause café / Coffee break (10:30 – 11:00)

Matinée – Morning session (11:00 – 12:30)

Law and Boundaries

Amphi Jean Moulin

See the detailed program below.

Droit, politique, religion : malaise dans la sécularisation / Law, Politics, Religion: Secularization and its Discontents 2

Amphi Erignac

Organisateurs : Julie Saada

Ancien : Mélissa Paulet / Contact : melissa.paulet@gmail.com

This workshop is the second part of the “Law, Politics, Religion: Secularization and its Discontents 1” workshop.

The flip sides of the coin

Salle / Room J 208

Organisateurs : Yannis Drossos

Ancien : Pauline Leclercq / Contact : leclercq_p@hotmail.fr

The European financial crisis has taken Europe by surprise. From the institutional point of view, at the emergence of the situation created by the outburst of the Greek insolvency in 2009, Greece (and so later Ireland and Portugal) had the institutional framework permitting to take any decision deemed necessary and proper to tackle the crisis, but no money. The instituted Europe could raise the money necessary to confront the crisis, but she had no legal instruments to raise and dispose it. It is thus that the hybrid entities of EFSM, EFSF, ESM came into existence, and also other measures were taken.

Basically, all the main legal instruments used to tackle the crisis - the financial institutions EFSM, EFSF and ESM, the revision of Art 136 TFEU, the Decision of the European Central Bank to precede to Outright Monetary Transactions (OMT) -are conceived and constructed on a twofold approach:

- (a) the necessary financing by loan or equivalent facilities in favor of Eurozone countries in excessive sovereign debt situation would be secured, and
- (b) this could take place only under “strict” conditionality.

The two “poles” of this approach –money under conditionality/conditionality against money- are perceived, and have been implemented, as an indissoluble whole: money is being disbursed only under the terms of the conditionality; the terms of the conditionality are being fulfilled only against the corresponding money.

Notwithstanding their indissoluble character, the two “poles” of this approach refer to quite different agents: the countries securing the money and the recipient countries.

- i. For the “givers”, the conditions of the conditionality, beyond the fact that they should be met, pose no further legal issue. Whether the conditions of the conditionality – the harsh austerity measures and the not less harsh and in haste and anger imposed reforms-would be in conformity with either the constitutional values informing the “givers” states or with the “common constitutional traditions” of the EU Member States was never an issue. For them the legal matter is only a matter of the exercise of their own sovereignty.
- ii. For the “receivers”, the disbursements necessary for their funding, beyond the fact that they should be effectuated as soon as the correspondent conditions are met, pose no further legal issue. For them the legal matter is a matter of human rights’ protection.

As if the constitutional bases of the conditions of the disbursement and the constitutional bases for the release of the money to be disbursed belong to two unconnected constitutional worlds.

Thus, on the indivisible whole of the financial measures adopted to secure the euro and the conditions for their implementation two quite different sets of constitutional litigation emerged. In Greece and Portugal *the measures* imposed as condition for the disbursements have been attacked on the basis that they violate human rights, while in Germany the *disbursements*, decided as condition of the measures have been attacked, on the basis that they violate the exercise of the democratic sovereignty of the state.

- For the “givers” the constitutional scrutiny is about whether it is constitutionally permissible for their legislatures and governments to participate in the institutions created to tackle the crisis or to assume financial responsibility for their activity. Typically the German Constitutional Court [decisions BVerfG BvR 987/102, 2 BvR 1390/2012, 2728/13] has (once more, but this time more audaciously) set the heavy theoretical jurisprudential ground for re-conforming the German sovereignty over every future step of the European process, if Germany is meant to be part of the process. In a different tone and setting, the French Constitutional Council has reconfirmed the French national sovereignty [Decision 2012-653]. The basic message in both cases was that the respective participations in the “rescue” mechanisms were constitutionally permissible because they were not violating the once again reconfirmed national sovereignties –and a menace: every single step in the future should have their sovereign consent, otherwise...
- For the “receivers” the constitutional scrutiny is about whether the conditions imposed in exchange for funding are in conformity with the human rights’ protection. A long series of Greek and Portuguese supreme Courts’ decisions are struggling to find a balance between the dreadful necessity to implement the harsh measures dictated by the representatives of the creditors (and of the “givers”) and the preservation and upholding at least of some core [or even of the shadow of some core] of the rights affected by the measures, such as dignity, equality, property, social security –but also democracy. Eventually the measures, in their essence, are passing the scrutiny, and this is made evident in Greek and Portuguese case law and in its projection in the ECHR case law.

With the exception of France, where the constitutional scrutiny took place in a rather neutral environment, all other cases were politicized, some of them very highly politicized. In all the German cases political parties were among the litigants and so in the Portuguese cases; in the Greece, where political parties have no direct way to attack the constitutionality of the measures before Court, trade unions representing the groups of people affected by the measures attacked the corresponding measures.

The highly politicized tone of the litigations is evident not only by the names of the litigants, but also by the content of complaints. Every complaint was trying to present its political agenda as a constitutional imperative, and to prove that the measures (in the cases of Greece or Portugal) or the decision to release the corresponding capital (in the case of Germany) are in breach of the respective Constitutions. The Left-Right division seems to have no real relevance. The example of the leftist parties is typical: in Portugal the measures were directly attacked by leftist parties, in Greece by leftist trade unions, while in Germany the decision to finance Greece and Portugal was attacked by the Left Party as well. The same stands true also for other political tendencies, including typical conservative Europhobics. It is as if a strong trend in the society of the “givers” called upon the Constitution of their polity against disposing these capitals and a strong trend in the society of the “receivers” called upon the Constitution of their polity against adopting the harsh austerity measures, imposed as a condition for the corresponding financing.

After some indicative presentations of the core argument of typical cases, a broader discussion could take place.

Droit, genre et prostitution

Salle / Room J 210

Organisateurs : Naira Senna / Emmanuelle Le / Laurie Travert

Ancien : Amélie André / Contact : andre.amelie@sfr.fr

Objectifs de l'atelier : Dans le cadre de cet atelier, il s'agirait de travailler à l'élaboration d'une définition juridique du genre pour qu'il en devienne un outil important de la réflexion sur les enjeux juridiques liés à la prostitution tels que la légalisation des pratiques prostitutionnelles et leur réglementation en accord avec la protection de l'ordre public, ou au contraire leur pénalisation (avec notamment la question de l'instauration d'une sanction pénale pour les clients).

Ainsi, le format de travail serait celui d'un débat, de discussions afin de réfléchir à une problématique que nous proposons dès maintenant : Comment l'utilisation des théories du genre peut-elle permettre une meilleure appréhension de la prostitution par le droit ?

Le but final est de rédiger ou de présenter oralement une synthèse de nos idées sous la forme d'un « petit guide » méthodologique de l'utilisation des théories du genre en droit en matière de prostitution.

Recent Developments of Crises, Secessions and Interventions: A Constitutional-PIL Analysis

Salle / Room J 201

Organisateurs : Outi Korhonen / Federico Lenci

Ancien : Federico Lenci / Contact : Federico.lenci@unimi.it

This workshop aims at dealing with topical issues on the prohibition of the threat and use of force under international law and the reality of geopolitical interests and domination in the international arena. The main – though not exclusive – focus will be constituted by the challenges arising from the Ukraine crisis under both constitutional law and public international law.

Participants will benefit from insights from Prof. Korhonen, who has been working this year with a research group on this topic; at the same time, the structure of this workshop is flexible, the idea being that of discussing together the key elements of a conflict in which Ukrainians are separated into two theoretical and physical battalions and considered “rebels” depending on the viewpoint from which the assessment comes.

All these and other elements will be analysed within the general chapeau of the current shape of international crisis governance, namely its tools, legitimacy and effectiveness.

Clinique du jeune publant

Salle / Room J 205

Organisateurs : Denis Baranger

Ancien : Bastien Alidor / Contact : bastien.alidor@gmail.com

Fort d'une expérience de relecteur et de rapporteur pour www.juspoliticum.com et www.droitetphilosophie.com, Monsieur Baranger partagera avec les doctorants quelques précieux conseils relatifs aux erreurs élémentaires à éviter. Son expertise intéressera autant publicistes et théoriciens du droit que privatistes, les écueils étant souvent les mêmes quelque soit la matière. L'atelier a donc vocation à considérer l'ensemble des participants, futurs publiants ou néopubliés !

Les participants qui le souhaitent pourront soumettre à l'atelier un article qui servira de support interactif durant l'intervention, en contactant Bastien Alidor (bastien.alidor@gmail.com).

Non-state actors and global governance: fifty shades of legitimacy 2 :

Salle / Room S 07

Non-state actors: power, crime, accountability

Organisateurs : Jelena Aparac / Sylvie Dumanoir

Ancien : Caroline Devaux / Contact : caroline.devaux@sciencespo.fr

This workshop follows up on the first panel on the participation of non-state actors in transnational law-making.

The second panel will focus on the accountability of non-state actors. Some of the most powerful private actors, such as multinational corporations, are not at all accountable for breaches of international law.

The multinational corporation does not have a legal existence! At the very best some national legal orders recognize an enterprise, but not a group of enterprises. International law does not recognize multinationals as its subjects. This, therefore, raises many questions regarding their obligation to respect human rights and promote public interests. Various codes of conduct and soft law demonstrate the will to end impunity of corporations, but there is still much opposition to it.

The second panel proposes to discuss the accountability of non-state actors through different perspectives.

La formation de la vente d'immeuble à l'épreuve de la morale

Salle / Room S 08

Organisateurs : Gregory Cauvin

Ancien : Gregory Cauvin / Contact : gregory-cauvin@orange.fr

Soutenance blanche

Déjeuner / Lunch (12:30 – 13:30)

Après-midi / Afternoon session (13:30 – 15:00)

A conversation with Duncan Kennedy and Etienne Balibar on Marx and Foucault, moderated by Mikhail Xifaras

Amphi Jean Moulin

An informal discussion about Marx, Foucault and their use in critical theory with Duncan Kennedy, Carter Professor of Jurisprudence at Harvard Law School and Doctor Honoris Causa at Sciences po and Etienne Balibar, Emmeritus Professor at Paris Ouest and Anniversary Chair of Contemporary European Philosophy at Kingston University London.

L'environnement, la technique et le droit : réflexions sur les indicateurs et les outils techniques

Amphi Erignac

Organisateurs : Anais Guerry, Tristan Berger, Ivano Alogna, Alessandra Donati

Ancien : Jean-Benoist Belda / Contact : jbbelda@yahoo.fr

Avec la participation du Professeur Raphael de Munagorri.

Le droit de l'environnement, à l'instar de nombreux autres champs du droit, est largement pénétré par des sciences et des techniques de plus en plus complexes. L'inflation des normes techniques, des indicateurs, des labels ou encore des certifications est l'une des caractéristiques de cette technicité accrue. Le juriste est ainsi amené à travailler sur des normes techniques radicalement différentes des normes juridiques ; à ce titre, de nombreux travaux universitaires les considèrent d'ailleurs comme non juridique¹. Comment considérer ces normes ? Comment les intégrer dans nos travaux de recherche ? Comment les situer dans notre vision du Droit et de la production des normes ? Face à ce corpus juridique éclaté, tant

dans les sources des textes que dans leur nature², notre objet d'étude est souvent moins clair, plus complexe et donc plus difficile à saisir dans sa globalité. Ainsi un premier axe de discussion vise à nous permettre d'échanger, de partager et de réfléchir ensemble aux contraintes que nous rencontrons dans ce type de situation, et aux méthodologies employées pour y faire face. Il s'agit de mieux comprendre la façon dont chacun réfléchi, lorsque l'on est confronté à ce type de difficultés, à l'aide de nos exemples, nos lectures et nos idées.

Au-delà de ces questions, un second axe de discussion pourrait s'ouvrir sur notre conception du Droit et de la juridicité des objets. Devons-nous participer à l'intégration juridique de ces objets d'une nouvelle nature ? Par quels moyens ? Quelles analyses critiques ces nouveaux modes de « production du Droit » appellent-ils ? Cet atelier se donne pour objectifs de nous permettre de partager puis d'élaborer, ensemble, des éléments méthodologiques et théoriques, pour mieux affronter ces nouvelles difficultés dont l'omniprésence a, parfois considérablement, complexifié notre travail de recherche.

Law and Boundaries

Salles / Rooms J 211 et J 208

See the detailed program below.

La réforme du droit des contrats

Salle / Room J 210

Organisateurs: Alexis Downe, Motahareh Fathisalout, Faustine Jacomino, Luc Pierron

Ancien: Alexis Downe / Contact : alexis.downe@gmail.com

Que dire – que penser – de la réforme du droit des contrats ?

Selon les mots du gouvernement le « projet de texte élaboré par le ministère de la Justice s'inspire de réflexions et de travaux académiques menés sur le sujet depuis plusieurs années ». Incontestable, un tel aveu suscite plusieurs remarques.

Hypothèse : Une réforme est bien plus que la consécration de la jurisprudence et des théories doctrinales ; elle est un acte éminemment politique. Cela implique nécessairement un certain nombre de choix de la part des rédacteurs de cette réforme. Comment pourrait-on découvrir ces choix ?

D'abord, l'on ne saurait ignorer que certains des projets doctrinaux s'inspirent des travaux européens traitant d'un droit commun du contrat. Dès lors, les sources d'inspirations du projet méritent d'être clairement identifiées, tant la diversité des emprunts faits à d'autres systèmes juridiques peut apparaître surprenante.

Ensuite, à l'occasion de ce travail, il convient de discuter des visions philosophique, économique, ... importées implicitement au travers les concepts empruntés.

Enfin, à travers l'examen des communiqués officiels, des conférences de presses, des convictions des rédacteurs du projet ainsi que de leurs doctrines, nous espérons discuter de ce qui relève de l'implicite dans cette réforme.

Précisément, ne serait-ce pas l'objet d'un regard de jeunes juristes que de poser quelques questions simples concernant l'idéologie de cette réforme et d'examiner – rationnellement – les réponses dans leur variété...

Stratégiser sa thèse

Salle / Room J 201

Organisateurs: Marie-Emmanuelle Desaunette

Ancien : Caroline Devaux / Contact : caroline.devaux@sciencespo.fr

Avec la participation de Sébastien Pimont et Antonio Marzal

L'originalité, l'unicité, la singularité et bien d'autres, sont autant de préoccupations récurrentes dans le travail de thèse.

Le danger est néanmoins double:

- Celui qui de peur de prendre des risques s'appuie exclusivement sur des travaux existants, court le danger de la reprise et du désintérêt de son lectorat.
- Celui qui à trop vouloir se démarquer use à l'excès d'éléments originaux, court le danger du brouillon et de l'abandon de son lectorat.

Il n'y a certainement pas de solution miracle. Cet atelier se propose alors d'ouvrir un débat-discussion autour de professeurs sur cette problématique de la stratégie dans la thèse.

Curricular freedom in the legal academy

Salle / Room J 205

Organisateurs: Marika Giles Samson

Ancien : Marie Guimezanes / Contact : m.guimezanes@gmail.com

The 2012 announcement by Trinity Western University (TWU) - a private, evangelical Christian college in Western Canada - of its intention to open a law school provoked an outcry in the Canadian legal community. While most of the opposition was focused on the discriminatory effect of TWU's code of conduct, a number of opponents also suggested that a law school with a conservative Christian worldview could not competently teach law. These criticisms resulted in an unprecedented inquiry into TWU's proposed curriculum and teaching, and a largely successful campaign to have the legal profession deny the new law school professional recognition.

Loin d'être rien qu'un cas particulier, l'affaire TWU constitue une rampe de lancement toute désignée pour explorer plusieurs enjeux clés en éducation juridique. Entre autres, quelle est la véritable portée de la liberté académique (et curriculaire) quand une faculté de droit a un besoin pratique de se faire reconnaître par le barreau? Dans quelle mesure existe-t-il une exigence, prononcée ou non, qu'une faculté de droit soit une institution laïque et libérale? Finalement, si elle existe, cette exigence est-elle justifiée?

This workshop hopes to attract a diverse group of SDI participants from in order to encourage a truly transnational discussion of these core issues in legal education. I propose a highly interactive format, in which I am merely suggesting avenues of discussion and highlighting points of comparison as they are revealed.

Simulation de travail de groupe – Leçon d'agrégation 1

Salle / Room S 07

Organisateurs: Emma Grego, Florent Tap, Amélie Thouément

Ancien : Guillaume Landais / Contact : Guillaume.Landais@EUI.eu

L'exemple des leçons du concours d'agrégation.

L'atelier se divise en deux sessions de 1h30 chacune: préparation en groupe d'une leçon, puis présentation devant les autres.

L'idée est de travailler sur le processus même d'élaboration et de formulation en groupe d'une proposition commune et dans un cadre de temps contraignant. L'enjeu est d'apprendre à travailler vite, bien et à plusieurs.

Les participants seront divisés en groupes, auxquels des sujets choisis à l'avance seront attribués par tirage au sort. La présentation de la leçon sera faite par une personne du groupe, en 180 secondes.

À la fin de l'atelier, quelques minutes seront réservées au feedback : échanges d'impressions, critiques, etc.

Pause Café / Coffee Break (15:00 – 15:30)

Why and How Comparing Apples with Oranges. Methodological Narratives, Old and New, in Comparative Law**Salle / Room J 210**

Organisateurs : Tommaso Amico di Meane / Alexandra Mercescu

Ancien : Tommaso Amico di Meane / Contact : tommaso.adm@gmail.com

Initially conceived as a method, the comparison of laws is nowadays a fully-fledged discipline featuring an institutional apparatus and most importantly its own set of epistemological dilemmas. Amongst these, some seem to be “haunting” the comparatists inasmuch as they continue to be evoked at almost every conference, workshop or other scholarly event in the field, while others are rather marginally addressed.

This workshop seeks to discuss a number of 5 questions that most PhD students in comparative law will be confronted with at one stage or another of their project, whether explicitly or implicitly. After a brief introduction by the organizers, participants will have the occasion to benefit from the invaluable insights of the invited professors who will act as main discussants. PhD students are invited to raise questions on the basis of the articles that will be provided in advance as well as to voice their methodological concerns stemming from their own work in relation to the topics proposed.

Thus, the 5 questions that will be addressed are:

1) Why comparing apples and oranges?

One given legal system does not solicit the intervention of a foreign law in its own universe. It is rather the will of the comparatist who brings about their encounter. What are then the reasons that lie behind the comparatist's act of will?

2) Between presumption of similarity and appreciation of diversity, (functionalism and contextualism): or something else?

We often hear that comparison is about the identification of both similarities and differences. Just as often, we are warned that a bias towards similarities leads to ethnocentrism, a risk inherent in every comparative act. Should then the comparison be only about the identification of differences? Are there any risks associated with a bias towards differences? Can the comparatist transcend the long-standing dichotomy similarities-differences?

3) Interdisciplinary, of course: but how to learn everything?

A contextual approach to comparative law requires interdisciplinary work. However, while interdisciplinarity is generally praised for a wide range of reasons it is also often viewed as an anxiety producing experience particularly because one never feels secure about the knowledge he or she puts forth. Is there an efficient way to circumvent this particular inconvenience and the other difficulties associated with interdisciplinary work?

4) Law & Culture or Culture & Law?

Culture is a notoriously vague term. It is rather unclear if it only refers to patterned conducts, attitudes or frames of mind or to the sum total of experiences in a given society. For the purposes of comparative law, should one differentiate between culture and society? Are there any phenomena that are not cultural or does culture actually comprise everything? If so, is it still a heuristically useful term? Moreover, how does the idea of transnational communities play out in the context of a comparison between two national legal systems?

5) Do you believe in legal transplants?

The concept of legal transplants or transfers, probably one of the most controversial issues in comparative law, elicits a broad spectrum of reactions, going from enthusiastic embracing to downright rebuttal. Is the comparatist's task that of adopting a normative position towards legal transplants (either by endorsing or by discouraging them) or should she rather passively acknowledge when they happen and how the new environment has received the rules thus transferred?

Religious Violence and Secular Bodies: Jews and Muslims in Liberal-Christian Europe**Salle / Room J 201**

Organisateurs: Shai Lavi

Ancien : Tommaso Amico di Meane / Contact : tommaso.adm@gmail.com

“Religious violence” is a familiar trope in Western liberal societies. It commonly refers to two distinct but occasionally interrelated sets of practices. On the one hand, the deadly violence of terror, on the other the more benign violence of religious ritual, including male circumcision and animal slaughter. The first sets Jews and Muslims against each other, the

second brings them together and sets them apart from Christians.

Taking as my point of departure the violence of religious ritual, but bearing in mind the public images of deadly violence, I wish to raise the following questions:

1. How and why has ritual violence become a problem for secular law in contemporary Europe?
2. What role do the image of deadly violence play in the perception and regulation of ritual violence?
3. Are Jewish violence and Muslim violence equal in the eyes of European states?
4. What happens if rather than asking about "religious violence" we turn our attention and critical gaze to the "secular body" and secular sensitivity to pain and suffering?
5. Is the secular-liberal body as secular and as liberal as it claims to be or is it, in the final analysis, based on a (secularized) Christian understanding of the body and its suffering?

Readings:

Talal Asad, "Thinking about agency and pain" in Talal Asad, *Formations of the secular*, 67-99. Stanford: Stanford University Press, 2003. (You said you would scan this.)

Gil Anidjar, "Introduction" in Gil Anidjar, *The Jew, the Arab: A History of the Enemy*, xii-?

Shai J. Lavi, "Unequal Rites: Jews, Muslims and the History of Ritual Slaughter in Germany," in Jose Brunner and Shai Lavi (eds.) *Jews and Muslims in Germany: Law, Religion, and Identity*, (Wallstein Verlag), pp. 164-184, 2009

Additional Recommended Reading:

Shai J. Lavi, "Humane Killing and the Ethics of the Secular: Regulating the Death Penalty, Euthanasia, and Animal Slaughter" *UC Irvine Law Review* Vol. 4, No. 1, 297-333, 2014

La méthode pragmatique en droit

Salle / Room J 205

Organisateurs: Gregory Lewkowicz / Joël Moret-Bailly

Ancien : Alexis Downe / Contact : alexis.downe@gmail.com

Toute recherche en droit est nécessairement confrontée au choix d'une méthode. Ce choix est loin d'être anodin. Il emporte en effet des conséquences sur le contenu de la recherche lui-même. La méthode pragmatique constitue une alternative sérieuse à une approche formaliste ou purement conceptuelle du droit. Comment permet-elle de résoudre concrètement les problèmes rencontrés au cours de la recherche ? Comment se différencie-t-elle d'autres méthodes de recherche et que permet-elle d'appréhender de plus ? Après une brève présentation des principales règles de la méthode pragmatique et de leur portée en droit, le séminaire prendra la forme d'une discussion avec les chercheurs sur les avantages et les inconvénients d'opter pour une méthode pragmatique dans le cadre de leurs propres recherches.

Simulation de travail de groupe – Leçon d'agrégation 2

Salle / Room S 07

Organisateurs: Emma Grego, Florent Tap, Amélie Thouément

Ancien : Guillaume Landais / Contact : Guillaume.Landais@EUI.eu

L'exemple des leçons du concours d'agrégation.

L'atelier se divise en deux sessions de 1h30 chacune: préparation en groupe d'une leçon, puis présentation devant les autres.

L'idée est de travailler sur le processus même d'élaboration et de formulation en groupe d'une proposition commune et dans un cadre de temps contraignant. L'enjeu est d'apprendre à travailler vite, bien et à plusieurs.

Les participants seront divisés en groupes, auxquels des sujets choisis à l'avance seront attribués par tirage au sort. La présentation de la leçon sera faite par une personne du groupe, en 180 secondes.

À la fin de l'atelier, quelques minutes seront réservées au feedback : échanges d'impressions, critiques, etc.

Norms and normativity in global law and governance perspective: interface of good process standards and world trade law

Salle / Room S 08

Organisateurs: Anna Aseeva

Ancien : Anna Aseeva / Contact : anna.aseeva@graduateinstitute.ch

Moot Defense

Ateliers d'écriture / Writing Workshops (17:00 - 19:00)

Informations	Responsable	Participant	Titre du papier
WWA Salle / Room: S 07 Langue / Language: français	Licia Bosco (liciajur@gmail.com)	Knecht Caroline	Droit et sécurisation foncière : pour une conception endogène de la propriété foncière – l'exemple du Burundi
		Aoust Oriane-Jill	Droits des femmes et sphère privée en Afrique subsaharienne
WWB Salle / Room: S 08 Langue / Language: français	Olivia Gandzion (ndalla67@hotmail.com)	Carvalho Filho José	Limites à l'interprétation conforme à la Constitution
		Tap Florent	La réception des décisions du Conseil constitutionnel par les cours suprêmes : quelles contraintes ?
WWC Salle / room: S 09 Langue / Language: Français / English	Anaïs Guerry (anais.guerry@sciencespo.fr)	Berger Tristan	Démocratie scientifique et obstacles techniques : la complexité de l'articulation des régimes d'accès à l'information
		Markiewicz Sarah	The protection of personal data in the client / e-commerce professional relationship La protection des données à caractère personnel dans la relation client- professionnel du commerce électronique
WWD Salle / room: S 10 Langue / Language: English	Fabiana Bettini (fabiana.bettini@gmail.com)	Giles Samson Marika	The Human Right to Political Participation
		Plagis Misha Ariana	Exploring “access to justice” and international law
		Davidson Natalie	Judging the Western Bloc in U.S. Courts: Alien Tort Statute Litigation and American Memories of the Cold War
WWE Salle / Room S11 Language: English	Maud Michaut (maudmichaut@gmail.com)	Cohen Avinoam	Decentered Immigration Regulation: The Case of Bilateral Migration Agreements
		Mylinska Dagmar	White Migrants and Anti-Discrimination Law in the UK: Bridging the EU/UK Gap with Critical Race Theory

Vendredi / Friday
18 juin / June

	Cafet	Jean Moulin	Erignac
8h / 9h	DK : Accueil café		
9h / 9h30			
9h30 / 10h30			
10h30 / 11h	Pause café	SDI : Débrief	
11h / 12h30			
12h30 / 13h30	Déjeuner (SDI et DK)		Journée en l'honneur de Duncan Kennedy (Programme ci-dessous)
13h30 / 15h			
15h / 15h30	Pause café		
15h30 / 17h			
17h / 17h30	Pause		
17h30 / 19h			
19h / 20h	DK: Cocktail (à partir de 18h30)		

What is left of sovereignty?

Law and Political Theory Workshop
Tel Aviv University, Sciences Po
Tuesday June 16
Wednesday June 17, 2015
Sciences Po Law School
13, rue de l'Université 75007 Paris

SciencesPo

Joint Workshop

Tel Aviv University
Sciences Po

June 16 17.30-19.00

June 17 09.30-18.00

Sciences Po
Law School
Room J 210

The idea of sovereignty as a normative ideal is eroding. The growing dependency between states, the evolution of international norms and institutions, the onward march of globalization, and alternatives such as federalism, multiculturalism and legal pluralism, available for managing pluralism in a normatively acceptable and creative way, seem to have made state sovereignty feeble and less attractive.

But is it really so? Although sovereignty has indeed eroded quite significantly, it did not disappear, neither as a constitutive concept of States' (legal) power nor as a practice in the real world. New legal and political institutions, principles, rules, forms, and ideas have emerged and have re-shaped the concept. Sovereignty and post-sovereignty seem to coexist in novel, intertwined forms. On the one hand sovereignty itself, as a

regulatory concept of state power, is changing and appearing as justifying actions, which were previously understood as contradicting it; on the other hand, federalism, legal pluralism or cosmopolitanism challenge the very concept and practice of sovereignty.

Sovereigntist and post-sovereigntist ideas and practices, as well as permutations of sovereignty are practically apparent in international treaties, international litigation, international relations, and conceptualized in ideal theory through an ongoing debate over cosmopolitan power sharing, transnational accommodation policies, reordering existing relations within democratic constitutional states and other normative orders, or discussions on the 'boundary problem'.

The Annual SciencesPo-Tel-Aviv University Collaborative Workshop
June 16-17, 2015

Organized by
Prof. Astrid von Busekist, Political Theory, Sciences Po
Prof. Yishai Blank, Faculty of Law, Tel-Aviv University
Prof. Jeremy Perelman, Sciences Po Law School

What is left of sovereignty?

Keynote speaker Prof. Eyal Benvenisti
Anny and Paul Yanowicz Professor of Human Rights, Tel Aviv University, and the Whewell Professor of International Law, Cambridge University

Guest lecture by Prof. Leora Bilsky, Director of the Minerva Center for Human Rights, Tel Aviv University Faculty of Law

Tuesday June 16		
Room J 210, Sciences Po Law School - 13, rue de l'Université - 75007 Paris		
17.00	Gathering at the Law School	
17.30 Opening remarks	Prof. Astrid von Busekist, Political Theory, Sciences Po Prof. Yishai Blank, Faculty of Law, Tel Aviv University Prof. Jeremy Perelman, Sciences Po Law School	
18.00 – 19.30 Keynote lecture	Prof. EYAL BENVENISTI, Anny and Paul Yanowicz Professor of Human Rights, Tel Aviv University, and the Whewell Professor of International Law, Cambridge University <i>Sovereignty and the Challenges of Global Economic Forces</i>	
20.00	Dinner for workshop participants	

Wednesday June 17		
Room J 210, Sciences Po Law School - 13, rue de l'Université - 75007 Paris		
9.30 – 10.45 Panel 1	Sovereignty and Migration	
	AVINOAM COHEN <i>Realigning Sovereignty: The Case of Immigration Governance</i>	CAPUCINE TRUONG <i>Circulatory Migration: From Ideal to Non-Ideal Theory</i>
	Chair: Prof. Astrid v. Busekist Discussants: Catherine Xhardez, Benjamin Boudou, Marianne Fougère	
10.45 – 11.00 Coffee Break		
11.00 – 13.00 Panel 2	Sovereignty and the Role of the State	
	SUHA JUBRAN-BALLAN <i>Re-conceptualizing States: How the State is Presented by Investment Treaty Arbitration Tribunals</i>	NATALIE DAVIDSON <i>Privatizing Transitional Justice: Alien Tort Statute Litigation and the Struggle over the Marcos Legacy in the Philippines</i>
	Chair: Prof. Yishai Blank Discussants: Tom Theuns, Nofar Sheffi, Andrei Poama	
13.00 – 14.30 Lunch Break (for workshop participants)		
14.30 – 15.30 Guest Lecture	Prof. LEORA BILSKY, Professor and Director of the Minerva Center for Human Rights, Tel Aviv University Faculty of Law	<i>Transnational Litigation and Economic Justice: The Holocaust Restitution Litigation</i>
15.30 – 15.45 Coffee Break		
15.45 – 17.45 Panel 3	Sovereignty: Power, Legitimacy, Violence	
	Yael KAFRI <i>Globalization and Privatization of Educational Policy in Israel</i>	TOM THEUNS, MAURITS DE JONGH <i>The concept of legitimacy in the political theory of the European Union</i>
	Chair: Prof. Jeremy Perelman Discussants: Amélie Ferey, Elise Rouméas, Victor Fontaine	

Sciences Po and Tel Aviv University have a longstanding cooperation. This is the third edition of or Annual Joint Doctoral Workshops. The organizing committee wishes to thank the sponsor of the event, François Heilbronn, professor at Sciences Po and head of the Amis Français de l'Université de Tel Aviv (<https://english.tau.ac.il/french-friends>), and our host, Sciences Po Law School.

LAW & BOUNDARIES / Droit & Limites 2015

13 rue de l'Université, 75007

Day 1 / Jour 1

Wednesday, June 17 / Mercredi 17 juin

08:45-09:15 / Main Hall

Registration & Breakfast

09:15-11:30 / Amphithéâtre Jean Moulin

WELCOME NOTE: Delphine Dogot, PhD Candidate, Sciences Po

KEYNOTE ADDRESSES

Alvaro Santos, Professor of Law, Georgetown University, "The War on Drugs and the Challenges to Liberal Legality"

Heidi Matthews, Newton International Fellow, SOAS, University of London, "Resistance, Crime, and the Law of War"

Moderator: Tomaso Ferrando, PhD Candidate, Sciences Po

11:30-13:00 / Main Hall – Lunch break

13:00-15:00 / Room J208

Session 1A

THE KING IS DEAD, LONG LIVE THE KING: THE STAKES OF MANAGERIALISM

Moderator: Delphine Dogot (Sciences Po)

Dimitri Van den Meersche (EUI)

The Constitutionalization of Rule of Law Reform in the World Bank

Giovanni Esposito (University of Liège)

The Giant Sleeping at the Boundaries of Management: a Panoptical Perspective to the Governance of the TEN-T Program

Rafael Sakr (LSE)

A Critical Theory of Legal Frameworks

Karolina Podstawa (European Inter-University Centre for Human Rights and Democratization (EIUC), Venice)

International Rule of (Managerial) Law in Pursuit of Global Human Rights – the case study of the European Union

13:00-15:00 / Room J211

Session 1B

RECEIVE OR REJECT: TRANSPLANTING “LEGAL ORGANS”

Moderator: Ming-Zhe Zhu (Sciences Po)

Baptiste Sellier (EHESS)

Implementing Planning Rights for Palestinians: The Ambivalent Uses of Law and Urban Planning in Israel-Palestine.

Alice Martina Panepinto (Warwick U)

Transplanting Transitional Justice from PIL to Local Legal Systems

Fabiana Bettini (University of Macerata)

Transforming the Law: Restoring the Role of Jurists. Collective Property and the Idea of Social Law in France and Germany

Lorenzo Cavalaglio (University of Udine)

The Practical Reception of Trusts in Italian Law: in a Legal Transplant, -il ne faut pas être plus royaliste que le roi-

15:00-15:15 / Main Hall – Coffee break

15:15-17:15 / Room J208

Session 2A

ADJUDICATION RELOADED

Moderator: A. Zeynep Yıldırım (Sciences Po)

Gretchen Jolene Allen-Mestrallet (Sciences Po)

If All Else Fails, Reboot": Structural and Normative Remedies for International Adjudication Problems

Amalie Frese (University of Copenhagen, Sorbonne Paris 1)

The Development of International Jurisprudence by International Courts

Stef Feyen (NYU)

Can We Go beyond Dogmatics?

Sivan Shlomo-Agon (NYU, Tel-Aviv U)

Noncompliance, Renegotiation and Justice in International Adjudication: A WTO Perspective

15:15-17:15 / Room J211

Session 2B

“OH BOY, IT’S A GIRL!”: GENDERING, SEXUALITY AND BODIES IN THE FAMILY, THE MARKET AND THE STATE

Moderator: Joanna Noronha (Harvard)

Grietje Baars (City University London)

Towards a Post Gender World? Calling Time on Sex Differentiation and Compulsory Gender Performance in Law

Stefano Osella (EUI)

Making Gender, Offending Rights: Intersexuality and its Puzzling Normalisation in Italy

Valentina Montoya-Robledo (Harvard)

Gray Zones in Sex Trafficking and Sex Work: Beyond the Individualist v. Structuralist debate through a Subjectivity Approach

Biye Gao (SOAS, University of London)

Sites of Governmentality and Transgression - Chinese women’s Reproductive Bodies under Contemporary Reproductive Politics

17:15-17:45 / Main Hall – Coffee break

17:45-19:45 / Room J208

Session 3A

“HEY, TEACHER! LEAVE THEM KIDS ALONE!”: EDUCATION AND THE STATE

Moderator: Roman Zinograd (Yale)

Johan Lievens (KULeuven)

All Education is Free, but some Education is freer than others. The End of Jewish Education in Flanders?

Marcus Carlsen Häggrot (Oxford)

Accommodating Nomads in Education: A Liberal-Egalitarian Perspective

Jacob Edward Lipton (Harvard)

Legal Education Beyond Law's Doctrinal Silos

Lisa Kelly (Columbia)

Reasoning about Race: School Segregation and the Rise of Classical Legal Thought

17:45-19:45 / Room J211

Session 3B

BARGAINING IN THE SHADOW OF THE PRIVATE/PUBLIC DISTINCTION: GLOBALISATION AND THE STATE

Moderator: Nicolas Perrone (Universidad Externado de Colombia, Bogotá)

Mika Viljanen (University of Turku)

Meta-Regulation: Regulatory Agencement - Transgressing One Final Boundary of Law

Roberto Mancilla

The Inadequacy of the Public/Private Distinction as a Challenge for Constitutionalism in the XXI Century

Junqing Chao (University of Hong Kong)

Rethinking the Investor-State Arbitration: For What Was It Designed?

Pietro Ortolani (Max Planck Institute, Luxembourg)

Intra-EU Arbitral Awards vs. State Aid Law: EU Member States Between Conflicting Obligations

20:30 / 213 Boulevard Saint-Germain, 75007

Dinner, "Aux Vieux Garçons"

Day 2 / Jour 2

Thursday, June 18 / Jeudi, 18 juin

09:15-09:30 / Main Hall

Breakfast (Coffee & Croissants)

9:30-11:30 / Amphithéâtre Jean Moulin

KEYNOTE ADDRESSES

Pierre Schlag, Byron White Professor of Constitutional Law, University of Colorado, "American Legal Thought—The Fundamental Contradiction and The Ubiquity of Interference"

Maria Drakopoulou, Reader in Law, Kent Law School, "Of Critique, Biopolitics and Sexual Difference"

Moderator: Delphine Dogot, PhD Candidate, Sciences Po

11:30-13:00 / Amphithéâtre Jean Moulin

Lunch break

&

Roundtable Discussion on "*Centre and Periphery in Legal Education*"

13:00-15:00 / Amphithéâtre Jean Moulin

CONVERSATION WITH

Etienne Balibar, Professor of French & Italian and Comparative Literature, University of California Irvine

Duncan Kennedy, Carter Professor of General Jurisprudence, Harvard Law School

Moderator: Mikhail Xifaras, Professor of Law, Sciences Po

15:00-15:15 / Main Hall – Coffee break

15:15-17:15 / Room J208

Session 4A

OF (ALSO) ACCESS AND DISTRIBUTION: REEXAMINING COPYRIGHT AND PROPERTY

Moderator: Ishupal Singh Kang (Sciences Po)

Argyri Panezi (EUI)

Digital Libraries as Access Facilitators within the Current Copyright Regime

Kris Erickson (University of Glasgow, UK),

Bartolomeo Meletti (Bournemouth U, UK)

Copyright Education at the Boundaries of Everyday and Professional Knowledge: the Case of copyrightuser.org

Agnieszka Patrycja Doczekalska (Kozminski University, Poland)

Who and What Needs to be Protected by Copyright Law? Rethinking the Legal Framework of the Relation between Creators and Users of Culture

15:15-17:15 / Room J211

Session 4B

"BACK TO THE FUTURE": ALTERNATIVES TO STATE LAW AND INSTITUTIONS FROM HISTORICAL AND SOCIAL PERSPECTIVES

Moderator: Mikaël Schinazi (Sciences Po)

Matthias Packeiser (University of Hamburg)

William Ladd's Influence on the Development of International Adjudication

Roseline Njogu (Riara University Law School)

The (In)justice of God: Religious Courts in a Secular State

Zeina Jallad (Columbia U, USA)

Negotiating Space: Lessons Learned from the Good Samaritans in Palestine

17:10-17:30 / Main Hall – Coffee break

17:30-19:30 / Room J208

Session 5A

TAKE A WALK ON THE WILD SIDE: BOUNDARIES, CONTRADICTION AND TRANSGRESSION

Moderator: Emily Jones (SOAS)

Nicolas Klotz (VU Amsterdam)

In Need of Protection? Civilian Agency and States' (Re-)Construction of Sovereignty

Jeremy Phillip Weisman (Tel-Aviv U)

Quasi-Privacy for the Meta-Person

Parvathi Menon (Max Planck Institute, Luxembourg)

Recalibrating The Spatiality of the State: The Normality of Abnormal Transgressions in the Third World

Sheri Ann Labenski (SOAS)

Female Perpetrators in Armed Conflict: Dispelling Common Narratives

Emma Nyhan (EUI)

Conundrums in the Construction of the International Definition of Indigenous Peoples in a Local Context: The Example of the Bedouin in Israel

17:30-19:30 / Room J211

Session 5B

THE DARK SIDES OF VALUE: OCCUPATION AND THE GLOBAL CIRCULATION OF VALUE

Moderator: Tomaso Ferrando (Sciences Po)

Konstantina Tsouvala (Durham)

Iraq, Global Value Chains the Role of International Law

Philip Liste (University of Hamburg)

Transnational Hyper-Territoriality: Private Authority and Human Rights Litigation

Marina Lourenço-Yilmaz (University of Coimbra)

A Critical Overview of the Notion of Human Rights Defender: Considerations on Violence and a Right to Resistance

Jaakko Henrin Salminen (University of Turku)

Old Dog, New Tricks? Teaching Values to Contract Law by Conceptualizing Value Chain Governance in a Way it Cannot Ignore

German Sandoval (Autonomous National University of Mexico)

Ayotzinapa, Mexico: The South of the Global Capitalism

19:30-19:45 / Main Hall

Closing note

20:15 / 34 rue Grenelle, 75007

L&B 2015 Closing Cocktail, Café le Basile

(sponsored by Global Jurist)

SciencesPo

Reading Duncan Kennedy

A day in Paris to honor Duncan Kennedy, Carter Professor of General Jurisprudence, Harvard Law School and Doctor H.C., Sciences Po

June 19, 2015

Ecole de Droit de Sciences Po Amphithéâtre Erignac
13, rue de l'université 75007 Paris, 3ème étage

9h Welcome and introduction: "Reading Duncan Kennedy"

Profs. Mikhail Xifaras, Jeremy Perelman (Sciences Po Law School)

9h15-10h30, Panel 1: *On Ideology*

Chair: Jeremy Perelman, Sciences Po

Interventions by: Leone Niglìa (University of Exeter); Yishai Blank (Tel Aviv University); Martijn Hesselink (University of Amsterdam); Aeyal Gross (Tel Aviv University)

10h45-12h30, Panel 2 : *On Legal Education and Activism*

Chair: Yishai Blank, Tel Aviv University

Interventions by: Yiannis Drossos (Athens Law School); Nimer Sultany (SOAS) ; Raef Zreik (Tel Aviv University) ; Rafael Munagorri (Université de Nantes) ; Vincent Forray (McGill University); Maria Rosaria Marella (University of Perugia)

12h30-13h30 Lunch (cafétéria, 13 rue de l'Université)

13h30-15h, Panel 3 : *On Internal Critique I*

Chair: Michele Graziadei, University of Torino

Interventions by: Bianca Gardella Tedeschi (University of Piemonte Orientale) ; Horatia Muir-Watt (Sciences Po) ; Roni Mann (Berlin Social Science Center) ; Michal Alberstein (Bar Ilan University); Pierre Schlag (University of Colorado)

15h15-16h45, Panel 4 : *On Internal Critique II*

Chair: Dina Waked, Sciences Po

Interventions by: Outi Korhonen (University of Turku); Hani Sayed (American University in Cairo); Denis Baranger (Université Paris II Panthéon-Assas) ; Giovanni Marini (University of Perugia); Anastasios Tomtsis (Clifford Chance)

17h-18h30 Panel 5 and Conclusion: *Historical and Comparative Perspectives*

Chair: Mikhail Xifaras, Sciences Po

Interventions by: Amr Shalakany (American University in Cairo); Jens Drolshammer (University of St Gallen); Antonio Marzal Yetano (European University Institute); Marietta Auer (University of Giessen); Nikitas Hatzimihail (University of Cyprus)

18h30- 20h30 : Cocktail (cafétéria, 13 rue de l'Université)

Contact: Jeremy Perelman, jeremy.perelman@sciencespo.fr +33(0)603986918

TRES BONNE SEMAINE A TOUS / HAVE A GOOD WEEK !